



Investir dans les populations rurales

## **République du Congo**

---

### **Programme d'appui au développement des filières agricoles (PADEF)**

#### **Rapport de supervision**

#### **Rapport principal et appendices**

Dates de la mission: 26 mai – 16 juin 2014

Date du document: 01/09/2014

No. du Projet: 1583

No. du rapport: 3540-CG

Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département gestion des programmes



## Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme	2
C. Produits et effets	4
D. État d'avancement de l'exécution du programme	10
E. Aspects fiduciaires	11
F. Durabilité	18
G. Autres	18
H. Conclusion	20

## Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées	21
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	25
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	27
Appendice 4:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	29
Appendice 5:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	41
Appendice 6:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	43

## **Sigles et acronymes**

CA : Centre d'Affaires

CERAG : Centre de Recherche et d'Amélioration Génétique des plantes

CCP : Centre Communautaire de Pêche

CDPS : Comité Départemental de Planification et de Suivi

CDTA : Centre de Démonstration des Techniques Agricoles

CMA : Centre de Mécanisation Agricole

CNOP : Concertation National des Organisations Paysannes

CNP : Comité National de Pilotage

CNSA : Centre National de Semences Améliorées

COSOP 2 : Programme d'Options Stratégies 2

CRAL : Centre de Recherche Agronomique de Loudima

CSA : Chef de Secteur Agricole

DDA : Direction Départementale de l'Agriculture

DETEP : Direction Départementale de l'Equipeement et des Travaux Publiques

DGIFN : Direction Générale des Institutions Financières Nationales

FIDA : Fonds International de Développement Agricole

GIEC : Groupement d'Intérêt Economique Communautaire

GCMM : Groupement de Concertation de Multiplicateurs de Manioc

GCMI : Groupement de Concentration de Multiplicateurs d'Igname

IRA: Institut National de Recherche Agronomique

MAE : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

MAM : Mosaïque Africaine du Manioc

MEFPI : Ministère de l'Economie des Finances du Portefeuille Public et de l'Intégration

MPA : Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture

PADEF : Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles

PPR : Peste de Petits Ruminants

PRESJAR : Projet d'insertion des Jeunes à Risque

PTBA : Plan de Travail et Budget Annuel

RMP : Revue à mi-parcours

RPE : Rapport de Pré-Evaluation

SAP : Spécialiste Agropastoral

SCGC : Spécialiste Communication et Gestion des Connaissances

SFRC : Spécialiste Filières et Renforcement des Capacités

SI : Spécialiste des Infrastructures

SPP : Spécialiste Pêche et Pisciculture

UGBP : Union des GIECs de bassins de production

UNGP : Unité Nationale de Gestion du Programme

URDC : Unité de réintégration et de Développement Communautaire

SYGRI : Système de Gestion des Résultats et des Impacts

## A. Introduction<sup>1</sup>

1. Une mission conjointe du Fonds International de Développement Agricole (FIDA), du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAE), du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture (MPA), du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan et de l'Intégration (MEFPI), s'est déroulée du 26 mai au 16 juin 2014, à l'effet de réaliser la première supervision du Programme de Développement des Filières Agricoles (PADEF) dans les 10 départements ruraux de la République du Congo <sup>2</sup>(sauf Brazzaville et Pointe-Noire). Elle a pour objectif principal de passer en revue la performance du programme dans sa phase de démarrage, en référence au Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2013 – 2014, aux missions de suivi du Proder 2 et 3 réalisées en février et mars 2014 respectivement, et celle d'achèvement du Proder sud réalisée en décembre 2013.
2. La mission a pour objectif de (i) vérifier l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA 2013 - 2014 (au niveau national et départemental) et la réalisation des objectifs quantitatifs du projet; (ii) suivre la mise en œuvre des recommandations des missions de suivi PRODER SUD et 3; (iii) passer en revue la gestion financière et passation des marchés du programme; (iv) passer en revue l'efficacité et l'efficience du dispositif de gestion et de coordination du projet; (v) mettre à jour les coûts du programme.
3. Pour rappel, le PADEF est issu de l'Accord de prêt n° 851-CG signé le 21 février 2012 par le Gouvernement de la République du Congo et le FIDA. Sa ratification par le parlement congolais est intervenue le 17 mai 2013 et il est entré en vigueur le 03 juillet 2013. Son budget est de 17,350 millions USD pour une durée de vie de 5 ans. La contribution du FIDA au financement du programme est un prêt à la République du Congo d'un montant de 9.8 millions USD à des conditions particulièrement favorables. Le prêt est directement administré par le FIDA.
4. Le PADEF vise à améliorer durablement la sécurité alimentaire, les revenus des petits producteurs (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs), ainsi que certains acteurs (commerçants, entrepreneurs ruraux hommes et femmes) impliqués dans les métiers artisanaux liés à l'agroalimentaire dans les filières retenues pour la création des emplois durables. Sept filières ont été retenues en fonction des spécificités, des potentialités, des caractéristiques agro écologiques locales et de la flexibilité opérationnelle de chaque département. Il s'agit notamment du manioc, de l'igname, de la banane, du couple maïs-soja, de la pêche artisanale, de la pisciculture et enfin du petit élevage (ovins, caprins, porcins, volaille).
5. Les objectifs du Programme seront atteints à travers la mise en œuvre de (4) composantes alignées sur les objectifs spécifiques de la stratégie FIDA en République du Congo sur la période de 2010 à 2014, coordonnées par l'Unité Nationale de Gestion de Programme, et exécutées par les directions départementales de l'agriculture/élevage/ pêche et aquaculture. Il s'agit des composantes suivantes :
  - (a) Appui à la production végétale, animale et halieutique, coordonné par un Spécialiste Agropastoral (SAP) et un Spécialiste Pêche et Pisciculture (SPP);

---

<sup>1</sup> Composition de la mission: M. Richard Bouka, Chargé d'Appui au Programme FIDA au Congo, chef de mission, Franck Luabeya Kapiamba, Chargé d'Appui au Programme FIDA, en RD Congo, Mme Adriane Del Torto, ACPM du FIDA au Congo, M. Gaetan Nsombidi, Assistant de Programme FIDA au Congo ; M. Jacques Etien Boka, spécialiste infrastructures, FIDA ; M. Michel Disonama, Adjoint au Représentant FAO en RDC et spécialiste filière; M Albert Banga, Conseiller du MAE à la Coordination des projets et programmes bailleurs multilatéraux , Mme Olga Geneviève Likibi, Attachée aux reformes et au suivi des projets,Ministère des Finances ; M Constant Badia, Chef de service microfinance à la DGIFN, Ministère des Finances ; M Léon Akoua, Attaché à la Présidence de la République en charge des aspects d'Elevage ; M Isidore Mouanga, Directeur Général de l'aquaculture. Mme Rasha Omar, Chargée du Portefeuille du FIDA au Congo, a participé à la mission dans sa phase de synthèse et de restitution du 12 au 16 juin 2014.

<sup>2</sup> Il s'agit des départements du Kouilou, Niari, Bouenza, Lékoumou, Pool, Plateaux, Cuvette, Cuvette Ouest, Sangha et Likouala

- (b) Appui à la conservation, transformation et commercialisation, intégrant les centres d'affaires et les Centres Communautaires de Pêche coordonné par un Spécialiste Agropastoral (SAP), un Spécialiste Pêche et Pisciculture (SPP) et un Spécialiste en Infrastructures (SI) ;
  - (c) Renforcement des capacités coordonnées par un Spécialiste Filières et Renforcement des Capacités (SFRC);
  - (d) Coordination, suivi du programme et gestion des connaissances faisant intervenir le service de suivi évaluation et communication, service administratif et financier, la passation de marché et l'audit interne.
6. A son démarrage, la mission a rencontré le Directeur de Cabinet du MAE et Madame le Conseiller aux relations avec les institutions internationales du Ministère de l'Economie, des Finances du Plan et de l'Intégration (MEFPI). Elle a tenu une séance de travail d'organisation et de planification de la mission avec l'UNGP. Dans les zones d'interventions du PADEF, elle a séjourné sur le terrain du 28 mai 2014 au 12 juin 2014, et a rencontré plusieurs autorités locales<sup>3</sup>.
7. Une réunion de présentation des résultats de la mission à l'UNGP s'est tenue le 14 juin 2014, suivie d'une restitution le 16 juin 2014 au MAE pour partager avec les parties prenantes les conclusions et recommandations de la mission.
8. La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités congolaises, aux cadres de l'UNGP du PADEF, et à tous les partenaires du Programme, pour le temps qu'ils nous ont consacré, leur précieuse collaboration et leur disponibilité qui ont permis le bon déroulement de la mission.

## **B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme**

9. Le PADEF achève sa première année d'exécution. L'UNGP est en place depuis janvier 2013. Le PTBA couvrant 2013 et 2014 a été approuvé par le Comité de Pilotage le 18/2/2014 et transmis au FIDA le 5 mars 2014. L'avis de non objection du FIDA a été accordé sur le PTBA 2014 le 17 mars 2014. A date, le taux de réalisation physique du PTBA 2013 - 2014 est de 10% des activités entièrement réalisées, 54% des activités réalisées partiellement, et 36% des activités non réalisées. Les principales activités réalisées sont celles relatives à la mise en place de parcs à bois pour la production de boutures saines de manioc, et dans une moindre mesure aux activités portant sur le repeuplement avicole. En effet, le dispositif est en place pour que 269 GIECs fournissent 40 millions boutures saines de manioc aux paysans et au programme national de manioc.
10. Le taux d'exécution du budget 2014 est de 7% à date et les fonds décaissés s'élèvent à 421 millions FCFA soit 5% du budget total du projet. La mission constate que le solde à date de tous les comptes bancaires pour les divers financements gérés par l'UNGP s'élève à plus de 1 500 000 000 FCFA en banque. La mission constate qu'il existe une forte thésaurisation au niveau de l'UNGP et conclut que la capacité d'absorption est faible.
11. Le PADEF connaît une période de démarrage émaillée de plusieurs difficultés, parmi lesquelles l'on peut citer (i) le délai long de sa ratification par le parlement congolais, (ii) les difficultés de l'UNGP à comprendre la substance du programme et ses interactions avec les Proders, (iii) les problèmes interpersonnels au niveau de l'équipe, (iv) les faiblesses dans le domaine de la

---

<sup>3</sup> Il s'agit : Du Directeur de cabinet du Préfet du Pool, et visité les localités de Kinkala, Louingui, Boko, Mayama, Mindouli ; du Directeur Départemental des Services Préfectoraux de la cuvette, et visité les localités d'Owando, Makoua, Ngoko, Boundji ; du Secrétaire Général du Département de la cuvette ouest, et visité les localités d'Ewo, d'Etoumbi ; du Secrétaire Général du Département des Plateaux, et visité les localités de Ngo, Djambala, Mpouya, Lékana, Lagué, Ongoni ; dans le Niari et visité les localités de Kimongo, Londéla Kayes, Louvakou, Banda, Kibangou du Sous-Préfet de la Bouenza et visité les localités de Mabombo, Mouyondzi, Madingou, Loudima Bouansa, Ndiba ; du Préfet de la Lékoumou, et visité les localités de Sibiti, Mayéyé, Komono ; Kouilou et visité les points de rupture de charges à Pointe-Noire



gestion financière et comptable, gestion administrative, passation de marché et du suivi – évaluation, (v) la mise à disposition tardive de l'avance initiale<sup>4</sup>, (vi) des incohérences structurelles (juxtaposition des TDR), techniques (ciblage des spéculations) et financières (non budgétisation des certaines rubriques) décelées dans le rapport de pré-évaluation (RPE). Cette situation a conduit le MAE – avec l'appui du FIDA - au renforcement des capacités des membres de l'UNGP par la réalisation de 6 formations en faveur de celle-ci dans la planification, la gestion administrative, financière et comptable, la passation des marchés, le suivi-évaluation et le Système de Gestion des Résultats et Impacts (SYGRI), la dynamique et esprit d'équipe, l'évaluation du personnel de programme, l'appropriation des principes de gestion du PADEF. Des mesures conservatoires ont été prises à l'issu de l'évaluation de la performance du personnel résultant notamment dans le licenciement du Coordonnateur du projet. Après une période intérimaire de 2 mois, un nouveau coordonnateur a été recruté et a pris ses fonctions le 3 juin 2014.

12. A l'issu des diverses formations, l'UNGP est aujourd'hui dotée de : (i) PTBA 2014 au niveau de la coordination nationale et des directions départementales de l'agriculture, (ii) des manuels et plans d'opérations pour l'ensemble des filières retenues dans le programme, (iii) de plan d'action pour l'auto-évaluation de la participation des membres de l'UNGP à la vie du programme.
13. La mission signale que la structure institutionnelle du PADEF n'est pas encore totalement montée, car la base départementale prévue autour du Comité Départemental de Planification et de Suivi (CDPS) n'est pas encore en place ; les facilitateurs dans la zone Nord ne sont pas encore recrutés ainsi que les aides comptables dans les 6 départements.
14. Vu les réalisations au bout d'un an d'exécution, la mission considère que la performance du PADEF est insatisfaisante. Elle est d'avis cependant que la performance du projet peut être sensiblement améliorée grâce aux acquis des Proders, au suivi rapproché des activités sur terrain, au meilleur fonctionnement interne de l'UNGP et au réaménagement du budget total du PADEF pour tenir compte des coûts actuels des divers investissements et du fait que le matériel roulant des Proders est largement amorti.
15. Les principales recommandations de la mission sont les suivantes :

---

<sup>4</sup> L'avance initiale a été virée au PADEF le 5 mai 2014. La mise à disposition tardive de celle-ci s'explique par : l'élaboration tardive du PTBA et PPM pour les 18 premiers mois, soumission tardive du PTBA au Comité de pilotage pour approbation et au FIDA pour avis de non objection (iii) soumission du manuel des procédures administratives, financières et comptables au Comité de Pilotage en janvier 2014. Il est à signaler que ledit manuel n'est toujours pas non objecté par le FIDA.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Appliquer le plan d'action pour le leadership et l'esprit d'équipe au sein du PADEF	Coordonnateur	Immédiatement
Réviser le PTBA 2014 et le soumettre au Comité de pilotage restreint pour approbation	Coordonnateur	Juillet 2014
Réaménager le budget du PADEF et du Proder 3 en tenant compte du plan de financement des infrastructures rurales vu les dates de clôture des prêts OFID	UNGP, MAE, MINFIN, FIDA	Juillet 2014
Convenir avec le MAE des dispositions pour la mise en place de Comités Départementaux de Planification et Suivi, des Unités Départementales de Gestion de Programme et des animateurs relais	Coordonnateur	Immédiatement
Convenir avec le MAE des dispositions pour le suivi des activités sur terrain par UNGP	Coordonnateur	Immédiatement
Diligenter l'avis de non objection sur le manuel des procédures de PADEF	FIDA	Juin 2014

## C. Produits et effets

16. **Composante 1. Production agropastorale et halieutique.** En 2014, le PADEF poursuit les principales activités des Proders en matière d'assainissement des clônes de manioc, la redynamisation des GIECs dans la zone du Proder Nord, l'installation de parcs à bois pour répondre aux besoins du programme national manioc et pour approvisionner les zones du Proder Nord qui connaissent un déficit en boutures saines de manioc, la production de semences de maïs/ soja/ haricot et ignames, le repeuplement avicole pour 400 bénéficiaires dans les départements de la Cuvette et de la Bouenza, la vaccination du cheptel contre la PPR, et les études relatives à la gestion et l'aménagement de la station piscicole domaniale de Djoumouna et pour la cogestion des plans d'eau dans les 4 sites de pêche.
17. L'assainissement de clônes d'écotypes locaux ont fait l'objet de 2 conventions avec IRA (CRAL et CDTA). La production attendue est de 12 500 vitroplants et 50 000 micro-boutures d'ici fin 2014. Près de 3 000 vitro plants sur les 5 000 sont en cours de production au CRAL. A cet effet, il est toujours attendu 50 000 micro boutures d'ici fin 2014, date entendue du démarrage du sevrage. Les 7500 vitro plants élevés au CDTA vont entrer en maturité de diffusion au mois d'août 2014. Ceci est un véritable succès de régénération des variétés locales de manioc résistantes à la mosaïque qui ont failli tomber en désuétude.
18. Dans l'optique de produire 40 millions boutures saines de manioc, le programme appuie le sarclage de 400 ha de parcs à bois de manioc des 269 GIECs dans la zone du Proder SUD (dont 300 ha pour les GIEC ordinaires et 100 ha pour les GIEC Leaders). Cette forte production alimentera la mise en place de parcs à bois magistraux dans le cadre du programme national manioc.
19. Le PADEF démarre actuellement au total avec: (a) 269 GIEC actifs dans la zone d'intervention du Proder Sud dont 68 GIEC leaders et 201 GIEC ordinaires ayant emblavés 345 ha, et 221 ha respectivement de superficies de parcs à bois ; (b) 20<sup>5</sup> Groupes de Contact de Multiplication de Manioc dans la zone d'intervention du Proder Nord qui sont restés actifs et conservent le matériel végétal amélioré. Selon le rapport de suivi, 400 Ha de parcs à bois auraient été établis dans la zone du Proder Sud mais la mission n'a pas pu obtenir des informations détaillées à ce sujet. Cette information est importante afin de planifier et accompagner la distribution des boutures qui constitue le maillon faible de la dissémination des boutures saines de manioc actuellement.
20. **La structure opérationnelle des GIEC.** Les Proders 1, 2 et 3 ont mis en place **557 GIEC/GCMM** de près de 15 membres, dont chacun disposent de champs communautaires

<sup>5</sup> Rapport ex- post achèvement Proder Nord.

et individuels. Ces GIECs ont contribué à la production de 182 millions de boutures dont moins de 30% ont été distribuées. Les GIECs deviennent de plus en plus des entités entrepreneuriales qui sont encore dans l'informel. De ce fait, ils se doivent d'être formalisés pour leur permettre un accès et une éligibilité auprès des institutions financières. **La mission recommande l'organisation des formations axées sur la gestion d'entreprise, la comptabilité, le négoce et l'élaboration des plans d'affaires au bénéfice des GIECs** dont le niveau de performance est éprouvé, particulièrement pour les GIEC leaders.

21. La mission recommande également de mettre l'accent sur la dynamisation des GCMM dans la zone du Proder Nord (20 groupes sont prévus en 2014) et de procéder à la structuration de deux unions de GIECs dans la Bouenza et une union dans le Niari pendant cette année. La mission encourage les chefs de secteur à encadrer la mise en place de ces unions en précisant et en différenciant les rôles que doivent jouer les GIEC d'un côté et les unions de l'autre<sup>6</sup>.
22. De la stratégie de diffusion des boutures de manioc. La production et la distribution des boutures saines de manioc sont confiées aux GIECs. Il se développe de plus en plus dans chaque district des parcs à bois de proximité permettant la satisfaction des besoins des populations dans le rayon d'implantation de ceux-ci. L'expérience des Proders montre que sur 182 millions de boutures saines produites, le taux de distribution a atteint 20% pour le Proder sud et qu'aujourd'hui on estime que 28% des actifs agricoles de la zone du projet ont accès aux boutures saines de manioc. Au niveau du Proder 3, le taux de distribution a atteint 11% et on estime que 7% des actifs agricoles dans la zone ont accès aux boutures saines de manioc. Par sondage, les rendements des cultivars améliorés sont de 15 à 18 tonnes/ha dans le Niari ; 18 à 22 tonnes/ha dans la Lékoumou et 30 à 40 tonnes/ha dans la Bouenza. Des chiffres en nette évolution, alors que les dernières statistiques indiquent que le rendement moyen sur le plan national est estimé entre 7 et 10 tonnes /ha. Le PADEF a recruté un consultant pour calculer le rendement des nouveaux cultivars et dispenser une formation de formateurs aux facilitateurs afin qu'à leur tour ils forment les chefs de secteur.
23. En matière de pêche et de pisciculture, il a été ciblé 161 pisciculteurs professionnels pouvant servir de support dans la structuration de la filière et 2340 petits pêcheurs susceptibles de bénéficier dès cette année des appuis du PADEF. La structure opérationnelle pour promouvoir la pisciculture commerciale repose sur la réhabilitation prioritaire de la Station piscicole domaniale de Djoumouna, dont l'étude sur la définition du système de gestion vient d'obtenir l'avis de non objection du FIDA. La mission propose que l'UNGP révise le PTBA 2014 pour inclure des activités à résultat immédiat sur les pisciculteurs dans la station piscicole de Djoumouna mettant ainsi à profit l'aménagement effectué par le PDARP dans ladite station.
24. L'UNGP a élaboré un plan d'opération pêche et pisciculture avec l'appui d'un consultant international en février 2014. Ce plan comporte 29 activités dont 20 constituent des consultations pour des études, l'assistance technique, les formations et l'élaboration de matériel didactique. Compte tenu du nombre de consultations à réaliser, la mission propose qu'un certain nombre de ces consultations soient déléguées à la FAO qui a déjà entrepris des études/ formation dans le même domaine, qui a mis au point la méthodologie des enquêtes pour ce secteur, et qui a appuyé le MPA dans le développement de la stratégie du secteur. Les consultations susceptibles d'être déléguées à la FAO sont:
  - (a) **Sous le produit 1** du cadre logique du PADEF: Production sécurisée d'alevins de qualité. Il s'agit de la mise à disposition d'un Conseiller technique international "développement piscicole" pour appuyer la mise en œuvre du programme de gestion et de développement de la Station piscicole de Djoumouna. La durée de la mission est de 2 ans.

---

<sup>6</sup> Les chefs de secteur du Niari et de la Bouenza se sont engagés à transmettre au PADEF le PV des réunions de sensibilisation pour la mise en place des unions des GIECs.

- (b) **Sous le Produit 3:** Formation et développement de la production aquacole. Il s'agit du (i) recensement des opérateurs piscicoles existants et des sites potentiels et l'enquête socio-économique de référence sur les pisciculteurs ; (ii) de sessions de formation de 7 jours, 2 fois/ an, à Djoumouna pour les chefs de secteur et techniciens piscicoles.
  - (c) **Sous le produit 4:** Gestion durable des plans d'eau. Il s'agit de (i) la réalisation de recensement des villages de pêcheurs et de l'enquête socio-économique sur les ménages de pêcheurs ; (ii) l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'aménagement des plans d'eau par un consultant international, (iii) l'appui aux communautés de pêcheurs pour la mise en place de structures de co-gestion des plans d'eau; (iii) l'appui à la mise en place du système de recueil de données statistiques sur la pêche dans les 4 sites ciblés par le projet en collaboration avec le Centre de Recherches Hydrologiques de Mossaka.
  - (d) **Sous le produit 5:** Amélioration de la productivité des acteurs. Il s'agit de : (i) la production de matériels didactiques sur la technologie des pêches, (ii) le recyclage/ complément de formation des agents pêche (formation de 7 jours, 2 fois/an, pendant 3 ans).
25. **Le repeuplement avicole.** L'UNGP a planifié la conduite d'une étude de référence et l'affinement du plan d'opération de la filière avicole pour mieux capitaliser les acquis du Proder 3 en termes d'identification des bénéficiaires, de choix des races, de subventions pour améliorer la conduite de l'élevage en habitat et aliments, et les modalités de métayage et d'accompagnement. Les principaux enseignements de l'expérience du Proder 3 sont : 10 éleveurs (avec 25 sujets chacun) ont appuyé 180 bénéficiaires à partir d'une rétrocession de 3 600 œufs dont 2 400 poussins ont été sauvés (secteur de Boko dans le Pool); la rusticité de la race hybride Bovans Nera introduite pour le repeuplement avicole a été démontrée en raison de sa reproductibilité (4 générations atteintes par certains éleveurs). La race Sussex est en cours d'introduction dans le cadre du Proder 3 et il sera possible de comparer la performance des deux races. Si la race Sussex démontre de bonnes performances en milieu paysan, la difficulté d'acquérir les sujets de race pure sera surmontée. Le succès de l'activité enregistré dans le cadre du Proder 3 a créé un engouement remarquable manifesté par la construction des poulaillers en matériaux durables, l'obtention de crédit auprès des institutions de microfinance, et l'intention de réaliser des commandes groupées d'aliments et des sujets. La mise en œuvre de cette activité est ralentie par la nécessité de faire une commande groupée de 5000 sujets au minimum. Ceci sera atteint en regroupant les demandes de Proder 3 et PADEF (10800 sujets au total dans le PTBA 2014).
26. **Le repeuplement en petits ruminants.** L'UNGP a élaboré une convention de partenariat avec la Direction Générale de l'Elevage pour contribuer aux coûts de la campagne nationale de vaccination contre la PPR. La convention inclut également l'élaboration d'un plan multi-annuel pour l'activité et l'état des lieux de CAT Inoni Falaise<sup>7</sup>. Ce dernier va guider l'aménagement du CAT par le PADEF, ainsi que l'acquisition et la distribution de géniteurs améliorés.
27. La mission a examiné les acquis des Proders en matière de leurs collaborations avec la DGE dans la mise en œuvre de deux campagnes de vaccination contre la PPR. Elle note que : la dernière campagne de vaccination de 2013 a permis de vacciner 65 239 petits ruminants dont 43 307 ovins et 21 932 caprins sur un effectif prévisionnel de 60 150 sujets, soit un pourcentage de 108%. Cependant, la mission note que les effectifs des ovins et caprins ne sont pas bien maîtrisés. Par ailleurs, les entretiens avec les bénéficiaires et surtout les Directeurs Départementaux de l'Elevage ont révélé que la phase de sensibilisation, étape déterminante pour la réussite de l'opération de vaccination, n'a pas été bien organisée par la DGE, ce qui explique en partie que la vaccination n'ait pas touché certains bassins de

---

<sup>7</sup> Le CAT a indiqué à la mission qu'il est prêt à recevoir les animaux à condition de changer le grillage hirsut qui a contribué aux mortalités des lots passés, à limiter l'effectif du troupeau à 150 sujets au total, d'associer ses techniciens à l'acquisition des animaux par l'opérateur choisi.

production. Les insuffisances suivantes ont été signalées au niveau des moyens roulants (surtout les motos) et des moyens matériels (réfrigérateurs, seringues, glacières). D'autres difficultés concernent : le système d'élevage basé sur la divagation, l'organisation de la campagne à la veille des fêtes de fin d'année et en temps pluvieux, la réticence des éleveurs, le montant du per diem des opérateurs variant entre 2500 à 5000 FCFA/jour jugé insuffisant pour le travail fourni. La mission recommande l'amélioration des conditions de réalisation de la future campagne pour vacciner plus d'animaux que lors des précédentes interventions. Il est important aussi que la DGE communique régulièrement l'incidence de la PPR dans les zones vaccinées.

28. **Appréciation de la performance.** La composante 1 présente le taux de réalisation suivant : 13% des activités planifiées sont réalisées entièrement ; 75% sont réalisées partiellement ; 12% ne sont pas réalisées. Les activités engagées permettent de réaliser les objectifs quantitatifs au cours de la prochaine saison agricole. La mission juge que la performance de cette composante est modérément insatisfaisante.

29. Les principales **recommandations** sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Intégrer l'estimation du niveau d'adoption des clones dans l'étude de rendement des cultivars du manioc.	SAP et RPSE	Juillet/Août 2014
Etablir une cartographie géo-référencées des 557 GIECs des 3 Proders en distinguant les GIECs ordinaires des leaders, les surfaces emblavées, les subventions reçues, la localisation des sites, l'accessibilité des parcs à bois par rapport aux villages ou axes de transport principaux.	SFRC, RPSE	Juillet 2014
Initier 2 activités piscicoles à impact rapide par la réhabilitation des étangs de reproduction, de pré/grossissement dans la station piscicole de Djoumouna, ainsi que par la production artisanale de l'aliment amélioré pour poissons à partir des sous-produits agricoles.	SPP	Juillet 2014
Déléguer des consultations prévues en matière de production, transformation et commercialisation des produits halieutiques à la FAO qui possède une expertise dans ces domaines (voir para 24).	UNGP, MAE et FIDA	Immédiatement
Intégrer les enseignements des campagnes antérieures dans la mise en œuvre de la vaccination contre la PPR en 2014. Demander à la DGE de partager avec l'UNGP les incidences de la PPR dans les zones vaccinées.	SAP	Immédiatement
Intégrer dans le protocole d'accord avec la DGE, l'activité de recensement du cheptel ovin et caprin afin de maîtriser les effectifs.	UNGP et DGE	Avenant à établir en juin 2014 Recensement de mi août à mi octobre 2014

30. **Composante 2 «Appui à la conservation, transformation et commercialisation».** Le PTBA 2014 a prévu de faire des études de 100 km et 40 ouvrages dans la zone du Proder Nord, de mettre en place des dispositifs d'entretien par le biais des CGDC dans 5 départements (Sangha, Pool, Niari, Lékoumou, Bouenza); d'équiper 18 GIECs en matériel de transformation de manioc, de faire des études des centres d'affaires et des centres communautaires de pêche.
31. **L'accès aux bassins de production et marchés.** Du fait de nombreux travaux inachevés des Proders sud et 3, aucun nouveau marché ne sera lancé en 2014 dans le cadre du PADEF pour permettre à l'UNGP d'assainir la situation contractuelle litigieuse de 23 marchés. La mission recommande à l'UNGP de parachever les travaux résiduels des Proders et de ne réaliser que les études préconisées dans la zone du Proder Nord dans le PTBA 2014 du PADEF. En outre,

l'entretien des pistes aménagées aussi bien du PADEF que des Proder Sud et 3 devra constituer une préoccupation majeure. A cet effet, le projet a déjà démarré le processus de contractualisation d'un consultant pour dispenser une formation de formateurs aux ingénieurs des Conseils Départementaux et Génie Rural dans 5 départements (Sangha, Pool, Niari, Bouenza, Lékoumou). Le projet a également entamé le processus de signature de la convention de partenariat avec les Conseils Départementaux pour la mise en place de CGDC chargés de l'entretien routier. Enfin, un effort de cartographie des pistes des Proders a été fait pour en dégager spatialement celles qui seront adressées par le PADEF. Concernant les études préconisées dans zone du Proder Nord, elles porteront en priorité sur les pistes sur lesquelles les ouvrages d'art ont été construits aussi bien par les Proders que par le Fonds Routier et les Conseils Départementaux, eu égard les résultats encourageants de cofinancement enregistrés sur les tronçons de raccordement des pistes aménagées à d'autres localités.

32. **La transformation et la commercialisation.** La filière à mettre en forme cette année est le manioc. La structuration de la filière reposera sur l'analyse de chaque maillon de la chaîne de valeur et s'organisera sur des missions précises de chaque acteur physique et moral. C'est ainsi que seront définis les rôles spécifiques des groupements (dans la production) et de leurs unions (dans le service au groupement notamment la fourniture des intrants, la formation, la transformation/stockage/conservation, la commercialisation, la gestion de l'information sur les marchés et l'appui au montage des business plan pour la mise en relation avec les institutions financières).
33. Le PADEF hérite du Proder Sud de six (6) moulins à cossettes de manioc non encore distribués et de cinq (5) entrepôts programmés dont trois sont réalisés. Ces magasins ne sont pas fonctionnels en l'absence des équipements restant à fournir. L'UNPG vient d'obtenir l'avis de non objection du FIDA sur un DAO d'acquisition de 6 pétrisseurs thermiques de manioc, 2 râpeuses thermiques de manioc, 2 presses à vis, 2 toasteurs motorisés de gari, 6 presses hydrauliques ce qui permettra d'atteindre l'objectif quantitatif de l'année en matière d'acquisition de matériel de transformation. Cependant, la mission constate que l'UNGP n'a pas encore intégré les recommandations de l'atelier d'appropriation pour cette activité notamment en termes de ciblage des GIECs, localisation géographique, le mode de gestion des équipements et les actions de renforcement des capacités liées à cette dotation en équipements. Il faudra veiller à ce que cette dotation ne se juxtapose pas avec les centres d'affaires.
34. Le PADEF appuiera l'établissement à titre pilote de deux centres d'affaires (CA). L'un à Mouyondzi dans la Bouenza et l'autre à Gamboma dans les Plateaux. Les petits producteurs organisés au sein des unions des GIEC seront les principaux fournisseurs en matière première. Les CA vont constituer les lieux de rencontre entre les autres acteurs impliqués dans les filières et les unions de producteurs. Les CA, mis au service des producteurs et gérés par des corporations des usagers dans des normes de rentabilité économiques claires, pourront s'adosser à des unités de transformation permettant de capter au profit des producteurs une part de la valeur ajoutée. La mission a obtenu l'approbation du département de la Bouenza pour l'implantation du centre d'affaire de Mouyondzi pour le gari et pourrait éventuellement mettre un espace à la disposition du programme pour l'implantation dudit centre.
35. Quatre (4) centres communautaires de pêche seront promus à Makoua, Mossaka, Makotipoko et Liranga dans le département de la Likouala. Ces centres serviront de cadre de concertation aux groupements des pêcheurs et aux acteurs du traitement et de la distribution des produits de pêche pour une meilleure organisation de leur filière. La mission recommande l'implantation d'un 1er CCP à Makotipoko dès 2015 afin de consolider les acquis des projets antérieurs.
36. La mission signale que les termes de référence de l'étude de faisabilité des CA de Mouyondzi et de Gamboma ont été soumis à l'avis de non objection du FIDA mais aucune suite n'a été. Il

faudra prendre en compte la spécificité productive de chaque localité<sup>8</sup> : il est retenu comme produit principal le gari au CA de Mouyondzi, et les cossettes au CA de Gamboma. Par ailleurs, les autorités locales ont exprimé le besoin de voir valorisés les produits dominants de chaque localité. Les TDR des études de faisabilité des centres communautaires de pêche seront également élaborés et les études effectuées avant la fin de l'année.

37. **Appréciation de la performance.** La composante 2 présente le taux de réalisation suivant : 40% sont réalisées partiellement ; 60% ne sont pas réalisées. La mission juge que la performance de cette composante est insatisfaisante.
38. Les principales recommandations sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer un modèle de gestion du matériel de transformation et intégrer les recommandations dans le plan d'opération de la filière manioc.	SPA et SFRC	Immédiatement
Diligenter l'avis de non objection du FIDA sur les TDR des centres d'affaires et CCP qui devraient aussi inclure une analyse et recommandation sur la gestion de ces centres	FIDA	Immédiatement
Présenter la fiche de tâches spécifiques des spécialistes agro-pastorale, production halieutique et filières/ renforcement des capacités dans la structuration de la filière et le renforcement des acteurs sur la base de la description des TDR et des composantes relevant du mandat de chacun.	Coordonnateur	Immédiatement

39. **Composante 3. «Renforcement des capacités».** Il est prévu dans le PTBA 2014 de redynamiser la totalité des 8 Caisses d'Equité (CEQ) établies par le Proder Nord en les sensibilisant et les dotant de bâtiments<sup>9</sup>. La mission a constaté que malgré le faible appui institutionnel accordé aux CEQs du temps du Proder Nord, certaines ont poursuivi leurs activités, mobilisé les ressources nécessaires pour leur fonctionnement et ont récemment organisé leurs assemblées générales. La mission tire les enseignements suivants par rapport à la création et l'appui aux caisses mutuelles d'épargne et de crédit : le lien entre CEQ/ CMEC et GIECs devrait être établi dès la création des caisses en faisant des GIECs des membres à part entière des caisses participant aux assemblées générales de celles-ci ; un accompagnement continu des caisses pour renforcer leurs capacités ; un encadrement des caisses pour obtenir leur agrément ce qui facilitera ultérieurement la mise en place de l'organe faitier. Compte tenu des procédures et délais du processus d'agrément, l'objectif pour 2014 devrait être la redynamisation des CEQs et l'obtention de l'agrément d'au moins 7 CMECs sur les 21 mises en place. La performance des CMECs sera analysée dans le document de travail qui sera annexé au rapport de mission.
40. **Appréciation de la performance de la composante.** Aucune activité de cette composante n'a été réalisée alors que le projet avait prévu au cours du premier semestre de faire la sensibilisation et les études pour la construction des bâtiments des CEQs. La performance de cette composante est insatisfaisante.
41. Les principales **recommandations** sont les suivantes

<sup>8</sup> En effet ; sur la base de la stratégie de développement de la filière manioc, la proposition du RPE sera révisé pour transformer le manioc en Gari dans la Bouenza et en Cossettes dans les Plateaux.

<sup>9</sup> La mission voudrait ajouter que la mise en place de l'organe faitier des CMECs, caisses mutuelles d'épargne et de crédit, est planifiée en 2014 sur les ressources de la contrepartie nationale du Proder Sud.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Compléter le dossier des CMECs et CEQs en vue de leur agrément. Ceci nécessite l'arrêt des comptes 2013, l'organisation d'une assemblée générale et l'élaboration d'un plan d'affaires pour la CMEC/CEQ.	OPM et SFRC	Immédiatement
Diligenter une mission du Ministère des Finances pour l'inspection et la validation des demandes d'agrément	UNGP et Ministère des Finances	A définir
Reconduire l'OPM jusqu'au 31/12/2014 avec des TDR adaptés couvrant aussi bien la zone du Proder Nord que celle du Proder Sud. L'OPM assistera les CMECs/CEQs dans la soumission de tous les documents nécessaires pour l'obtention de l'agrément. La cible est d'obtenir au moins l'agrément pour les 7 CMECs les plus performantes pour permettre la mise en place de l'organe faitier <sup>10</sup> .	UNGP	Immédiatement
Evaluer la performance de l'OPM depuis sa prise de fonction.	UNGP	Octobre 2014
Intégrer dans le manuel des opérations de la composante développement des filières et renforcement des capacités, la mise en place d'un système d'information sur les marchés en 2015.	SFRC	Immédiat

## D. État d'avancement de l'exécution du programme

42. **Qualité de la gestion du projet.** Le PADEF aujourd'hui dispose en son sein de l'ensemble du personnel susceptible de conduire la mise en oeuvre du programme, excepté les trois (3) facilitateurs de la zone du Proder 1 et de six (6) aides-comptables. L'UNGP dispose également des outils de planification et mise en oeuvre (voir para 12).

43. La mission constate que les agents de l'UNGP se retrouvent toujours sans contrat entraînant des frustrations et des difficultés administratives pour le paiement des salaires. De même, les prestations des facilitateurs ne sont pas couvertes par un contrat. Pour ces derniers, la mission recommande le traitement de leur situation de même que la formalisation de l'UDPS en tant que coordination départementale. L'UNGP a d'autre part finalisé et adopté son règlement interne.

44. **Cohérence entre planification et exécution.** Seules 10% des activités du PTBA 2014 du PADEF sont réalisées entièrement, 54% réalisées partiellement et 36% non réalisées. L'exécution n'est pas cohérente avec la planification. Ceci peut être attribué à la soumission tardive du PTBA 2014, la tenue de plusieurs ateliers de formation et l'atelier d'achèvement du Proder Sud pendant la période avril et juin 2014, le fait que le dispositif de mise en oeuvre du projet au niveau départemental reste inachevé. La mission réitère l'importance de soumettre le PTBA 2015 au Comité de Pilotage en octobre/ novembre.

45. **Performance du système de suivi évaluation.** Le système de suivi évaluation se met progressivement en place. Un manuel de suivi & évaluation (S&E) du programme et un plan de S&E sont en cours d'élaboration par l'Unité S&E. Au vu de compétences disponibles au niveau du programme et de l'engagement de ses membres en charge de l'unité S&E, la mission recommande que l'élaboration de ces outils soit poursuivie par le programme avec le soutien du Chargé d'Appui Programme FIDA en RD Congo. L'expérience développée par d'autres projets d'appui aux filières financés par le FIDA sera capitalisée à cet effet. Toutefois, en fonction de la qualité des outils élaborés, le PADEF pourra juger de l'opportunité de recruter un consultant pour affiner et valider les documents présentés par l'Unité S&E. La mission a appuyé la sélection des indicateurs du système de S&E (y compris le SYGRI) du PADEF et l'élaboration des TDR pour l'enquête de référence (SYGRI et socioéconomique). La mission recommande à l'UNGP de lancer sans délai le recrutement

<sup>10</sup> Selon la réglementation, la création d'un organe faitier peut se faire à partir de 5 CMECs au moins ayant obtenu leur agrément.



d'un consultant (de préférence un cabinet d'études) pour la réalisation de cette enquête dans les 10 départements couverts par le programme<sup>11</sup>.

46. **Promotion de l'équité genre et inclusion des jeunes.** La filière manioc s'est organisée spontanément. La mission constate que la filière manioc renseigne assez bien des articulations de chaque maillon. En effet, cette filière distingue bien les catégories de chaque intervenant, en fonction des opérations unitaires. Les femmes assurent les premières opérations de transformations et se retrouvent encore dans la transformation traditionnelle et la commercialisation de détail. Les hommes quant à eux se retrouvent dans les opérations d'ouverture de terrain et de commercialisation en gros. Et entre les différents maillons se greffent des jeunes négociants.

47. **Ciblage de la pauvreté.** Les groupes cibles du PADEF, comme c'est le cas, pour les Proders demeurent : (a) les petits agriculteurs traditionnels ayant des exploitations de moins de 2 Ha; (b) les femmes rurales pauvres ; (c) les jeunes entre 15 et 25 ans sans emplois ; (d) les Peuples Autochtones ; (e) les jeunes à risque qui comprennent les ex-combattants, les filles mères, etc.

48. **Innovations et gestion des savoirs.** Des efforts supplémentaires sont à consentir, car les contenus des actions à réaliser, les produits, les effets et les impacts des appuis doivent être documentés et rendus aux pouvoirs publics et aux bénéficiaires. De même, la circulation de l'information à l'interne doit être plus efficace pour promouvoir la collaboration entre les divers services allant dans le sens d'une mise en œuvre intégrée des activités du projet. La mission constate que le PADEF n'a hérité d'aucun support des Proders. C'est ainsi qu'elle recommande une reprise de la documentation et de la capitalisation des informations sur les acquis des Proders. Il sera important aussi de relancer des activités de communication et d'apprentissage du PADEF par (i) les visites d'échange entre groupements et (ii) les activités des clubs d'écoute organisées autour des 5 radios communautaires et qui sont actuellement en veilleuse.

49. Les principales **recommandations** de la mission sont :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Valider le PTBA 2014 révisé qui intègre les conclusions de l'atelier d'appropriation et le niveau d'exécution actuel du projet.	MAE	Avant la fin de juin 2014
Lancer l'enquête de base du PADEF	RPSE	Immédiatement

## E. Aspects fiduciaires

50. **Gestion financière.** L'avènement de PADEF a déclenché l'innovation de la gouvernance unique pour trois projets co-financé par le FIDA : il s'agit du PADEF, du PRODER2 et du PRODER3. En termes de gestion financière, le Responsable Administratif et Financier supervise les opérations financières des trois projets susmentionnés. Pour pourvoir aux besoins de gestion financière des trois projets, le département des finances élargi a besoin du personnel suffisant, qualifié, et compétent. Pour le moment, sur l'organigramme du département des finances, six comptables départementaux sont à recruter. Ils seraient affectés de la manière suivante: 2 dans la zone de PRODER3 (Pool et Sangha), 1 dans la zone PRODER 2 (Lekoumou) et enfin 3 dans la zone PRODER1 (Cuvette, Cuvette Ouest et Plateaux). En termes de compétence, le comptable de PRODER 2 a été reconduit dans PADEF et le comptable de PRODER3 reste en place avec présomption qu'ils apporteront l'expérience déjà acquise dans la gestion des projets co-financés par le FIDA.

51. Le logiciel de gestion TOMPRO qui était d'usage dans les projets PRODER 2 et PRODER 3 a été actualisé en avril 2014 avec la nouvelle version TOM2PRO en récupérant les données des PRODER et en capitalisant les formations reçues et l'expérience déjà acquise par les

<sup>11</sup> Pendant la réunion de restitution avec l'UNGP, il a été signalé la pertinence d'inclure un module sur recensement des pêcheurs et sur l'enquête socio-économique dans les 4 zones de pêche ciblées par le projet.

comptables. Cependant, son paramétrage est à compléter surtout le paramétrage des états financiers. En plus de cela, Il a été constaté que les fonctionnalités de TOMPRO ne sont pas exploitées d'une façon optimale. C'est pourquoi Il est impératif au projet de profiter de la richesse fonctionnelle de TOMPRO et automatiser la production des DRFs, le rapprochement des comptes, la gestion des immobilisations, la production des états financiers, le suivi budgétaire, etc.

52. ***Eu égard à ce contexte, il a été convenu que le programme doit procéder au recrutement des six comptables dans les meilleurs délais, que le paramétrage de TOMPRO doit être achevé avant la fin du mois de juillet, que La Responsable Administrative et Financière doit suivre une formation de perfectionnement en TOMPRO pour pouvoir dument superviser les opérations saisies par les comptables et en fin une formation d'initiation sur TOMPRO aux 10 aides comptables à commencer par les 4 aides comptables qui sont déjà en place.***

53. La gestion comptable du PADEF a débuté mais elle n'est pas encore régulière. Preuves en sont qu'à la date de la mission, le projet n'avait pas encore saisi les dépenses 2014 dans TOMPRO y compris le premier décaissement FIDA. Deuxièmement, le principe de l'indépendance de l'exercice n'a pas été respecté puisque le projet n'a pas préparé les états financiers pour 2013; d'où l'impossibilité de générer les soldes d'ouverture pour l'exercice 2014. Troisièmement, la séparation des tâches n'est pas adéquatement assurée au sein de l'UNGP. Primo, l'assistant comptable gère deux caisses, situation aggravée par l'insuffisance des contrôles inopinés des caisses de la part du comptable ou de la RAF. Secundo, le comptable du PRODER 3 est jusqu'à présent resté seul après le départ de l'aide comptable avec une charge importante du travail (initiation des paiements, enregistrement des opérations, établissement des DRFs, confection des états financiers, etc). Tertio, le classement des pièces comptables (PRODER SUD) est à revoir pour indiquer l'exercice, le compte, le bailleur, le numéro du classeur et la délimitation des pièces qui se trouvent dans le classeur. Quarto, l'irrégularité dans le rapprochement des comptes. Ici, il a été constaté que les fonds destinés à financer les activités au niveau des départements sont transférés dans les comptes personnels des facilitateurs (dans les départements où il manque d'aide comptable). Il y a là un grand risque que les fonds peuvent être utilisés pour d'autres fins autres que les activités du projet. ***Il a été convenu qu'après le recrutement des 6 aides comptables mentionnés plus haut, le programme revisitera la répartition des tâches entre les agents du département des finances pour une meilleure distribution des tâches. Il faudra aussi trouver un bureau commun convenable aux comptables permettant la classification efficace des pièces comptables.***

54. Le projet avait opté pour la comptabilité d'engagement mais le constat est que le projet n'a pas pu faire face aux exigences de la comptabilité d'engagement surtout dans la prise en charge des factures et dans leurs apurements lors des paiements. Par conséquent, le module de comptabilité analytique est mal renseigné et TOMPRO sort des rapports qui ne correspondent pas à la réalité en termes de réalisations. Pour ce, le PADEF devra utiliser la comptabilité de trésorerie qui réduit le nombre d'opérations et facilite l'équilibre entre les réalisations et les décaissements opérés par le projet.

55. ***Décaissement.*** Le premier décaissement constituant le dépôt initial du FIDA pour un montant de 414 milles dollars est arrivé tardivement au projet. Il est arrivé en mai 2014 alors que le projet a été officiellement lancé le 3 juillet 2013. Le dépôt initial représente 4,2% du financement total du FIDA, évalué à 9,8 millions de dollars. Dans l'entre temps, le projet a utilisé les fonds du gouvernement qui a déjà libéré 827 milles dollars représentant 11,8% de sa contribution totale au projet qui est estimée à 7 millions de dollars. La contribution des autres bailleurs du projet est estimée à 0,5 million de dollars et jusqu' à présent, ces autres bailleurs n'ont pas été identifiés. Sur tout le financement, le projet a déjà reçu 1,2 million de dollars représentant 7,2% de l'enveloppe totale estimé à 17,3 millions de dollars. Le rapprochement du compte spécial du PADEF se présente comme suit au 30 juin 2014.

**Rapprochement du compte spécial FIDA au 30 juin 2014 Le cours de 1USD = 483,507 FCFA**

No	Description	Montant en dollars	
1	Dépôt Initial	413 644,48	
2	Solde bancaire au 30/06/2014		293 247,21
3	Dépenses effectuées à présenter en DRF		117 129,76
4	Avances de fonds non encore justifiés au 30/06/2014		3 267,51
	<b>Total</b>	<b>413 644,48</b>	<b>413 644,48</b>

56. **Exécution du PTBA PADEF 2013-2014.** Le Budget pour l'exercice 2013-2014 est estimé à 7 millions de dollars. Les activités programmées sur le prêt FIDA sont estimées à 5,7 millions de dollars représentant 58% de la contribution du FIDA prévue pour les cinq ans. Les chiffres montrent que le projet a été non seulement trop ambitieux mais aussi il y a l'irréalisme puisque avec cette vitesse, le projet serait exécuté dans deux ans. Les réalisations effectives au 30 juin 2014 sont de l'ordre de 0,62 million de dollars et sont concentrées dans la composante de coordination où les dépenses sont évaluées à 0.55 millions de dollars représentant 88% des dépenses effectives du projet. On retrouve très peu de réalisations (12% des réalisations) dans la composante d'appui à la production et dans la composante d'appui à la transformation et la commercialisation. Il n'y a aucun décaissement pour la composante 3 réservée au renforcement des capacités. ***Il a été convenu que le PTBA doit être revu à la baisse pour tenir en considération des réalités actuelles notamment le retard dans le recrutement des prestataires de mise en œuvre. Il a été aussi convenu que, vu sur un autre angle, le programme n'a décaissé que 600 millions de CFA équivalent à 1,2 million de dollars. Par conséquent, la mobilisation de 5 millions de dollars est pratiquement impossible ce qui justifie davantage la nécessité de réviser le PTBA 2014.***

57. **Contrepartie du Gouvernement.** En tout, la contribution du Gouvernement pour toute la durée du projet est estimée à 7 millions de dollars. A ce jour, le projet a reçu du Gouvernement 0,8 millions de dollars représentant la contribution du Gouvernement pour la première année du projet (2013). La demande de décaissement pour les fonds de 2014 a été introduite et le projet attend recevoir 0,8 millions de dollars. A ce sujet, la mission est satisfaite du fait que le Gouvernement a régulièrement honoré ses engagements en termes de financement que ça soit pour le PADEF, pour le PRODER 2 et pour le PRODER3. Pour pallier au retard de décaissement des fonds FIDA, le projet a préfinancé les activités éligibles aux fonds FIDA par les fonds de contrepartie pour un montant de 401 734 dollars. ***Il a été convenu qu'une DRF de remboursement doit être introduite au FIDA avant la fin du mois de juillet 2014.***

58. **Disposition de l'accord de financement.** Certaines activités du projet n'ont pas été prises en considération dans le costab comme la Filière banane ou sont sous-budgétées comme les filières plantain, maïs et ignames et d'autres ou la prise en charge de certains postes et les équipements. La mission recommande aux deux acteurs (FIDA+PADEF) de mettre la revue du Costab parmi les priorités. En outre, le programme n'a pas préparé les états financiers pour l'exercice clos au 31 décembre 2013.

59. **L'audit des comptes PADEF.** L'audit des comptes interviendra en 2015.

### **PRODER 3**

60. **Décaissements.** A la date de la mission, les décaissements cumulés sont évalués à 55% : Le FIDA (62%), OFID (31%) et le Gouvernement (86%). Cependant, la contribution des

bénéficiaires n'est pas encore évaluée et saisie dans TOMPRO. Les réalisations pour le budget de 2014 sont évaluées à 357 milles dollars, représentant 10% du budget de 2014 qui est estimé à 3,6 millions de dollars. Les chiffres ci-haut montrent que le taux de décaissement est très faible pour un projet qui clôture ses activités en septembre 2014 pour le prêt de l'OFID et qui achève ses activités en mars 2015 pour le prêt FIDA.

61. **Le rapprochement du compte désigné PRODER 3.** A la date du 30 juin 2014, le projet avait déjà présenté 26 DRFs en remboursement. La qualité des DRFs est à améliorer et surtout les agents du projet doivent être plus soignés et attentifs dans la préparation des DFRs. En guise d'exemple, un montant de 2.512,35 euros a été réclamé deux fois: DRF 12 et DRF 23. En outre, un montant de 28.791,72 euros a été retenu par le FIDA pour insuffisance des documents requis ou par discordance entre les chiffres. **Il a été convenu que le projet doit améliorer la qualité des DRFs et qu'un montant de 2,512.35 dollars devra être effectivement retenu par FIDA puisque il a été réclamé deux fois.**

62. Au 30 juin la réconciliation du compte désigné FIDA se présente comme suit :

No	Description	Montant en euros	
1	Dépôt Initial	700,000	
2	Solde bancaire au 30/06/2014		523.590
3	Solde en espèces au 30/06/2014		3.939,91
4	Montant retenu par FIDA sur la DRF 23		28.791,72
5	Dépenses de la DRF no 26 non remboursées par le FIDA		2.512,35
6	Dépenses effectuées à présenter en DRF		88.378,66
7	Préfinancement à rembourser par GVT		55.299,71
	<b>Total</b>	<b>700,000</b>	<b>702.512,35</b>
8	<b>Solde : Montant réclamé deux fois (DRF 12 et DRF23)</b>		<b>2.512,35</b>

63. **Fonds de contrepartie.** La contribution du gouvernement au programme est évaluée à 1.2 milliards de CFA. Le projet attend la contribution du Gouvernement estimée à 200 millions de CFA. Cependant, les réalisations de plus de 265 millions de CFA ont été affectées sur FIDA alors qu'elles ont été financées par le Gouvernement. Cette situation a été détectée lors de la mission de revue à mi-parcours en août 2013. Cependant, jusque maintenant, le projet n'a pas encore opéré des corrections dans TOMPRO. **Il a été convenu que le projet devra terminer les opérations d'ajustement avant la fin du mois d'août.**

64. Le projet doit dans les meilleurs délais adresser la situation des financements croisés. A la date du 30 juin le FIDA doit au Gouvernement un montant de 130.318.389 CFA et le Gouvernement doit au FIDA un montant de 36.274.230 CFA. L'OPEP doit au Gouvernement un montant de 52.103.133 CFA et le Gouvernement doit à l'OPEP un montant de 107.682 CFA.

65. **L'audit des comptes PRODER3.** Le projet a déposé le rapport provisoire d'audit au FIDA avant le 30 juin 2014. Cependant, la qualité du rapport est à améliorer puisqu'il y a l'absence des notes aux états financiers et des comptes dont le contenu n'est pas clair. Sur ces comptes, les auditeurs n'ont émis aucun avis à l'instar du compte « fournisseurs factures non parvenues pour un montant de 288.542.663 CFA ». En outre, les auditeurs ont été trop légers et ils ont copié et collé les états financiers préparés par le projet sans ajustements. Le tableau des ressources et emplois ne s'équilibre pas en terme de trésorerie. Sous réserve de ce qui a été dit ci-haut, les auditeurs ont

soulevé plusieurs irrégularités qui se cumulent sur les irrégularités relevées en 2012 puisque sur 48 recommandations qui avaient été formulées par les auditeurs, seulement 13 ont été complètement adressées. **Il a été convenu que le projet devra actualiser l'état de mise en application des recommandations étant donné que certaines recommandations ne sont plus d'actualité.**

66. **Gestion du personnel dans l'ensemble.** La situation contractuelle des agents est préoccupante à l'Unité de Gestion du Programme. Aucun agent n'a son contrat dûment signé par les deux parties (employé et le MAE). Sur ce chapitre, 14 agents sur la grille salariale du PADEF et 7 sur la grille salariale de PRODER 3 ont signé en premier lieu leurs contrats et attendent que les contrats soient contresignés par le MAE. Pour 5 agents de soutien retenus dans PRODER Sud essentiellement composés par les agents de sécurité, le chauffeur et l'agent de surface ; leurs contrats ne sont pas encore préparés. **Cette situation d'instabilité a un effet négatif sur le rendement des agents et il est nécessaire pour le ministère de régler et formaliser les contrats de tous les agents dans les meilleurs délais.**

67. De par son importance, le classeur des agents doit être gardé dans le bureau du RAF qui veillera à ce que le contrat, les tâches, le plan des congés, l'évaluation et les correspondances entre agent et l'administration du projet soient régulièrement mis à jour. **Il a été convenu que chaque année, le projet devra fixer les objectifs pour faire évaluer la performance de ses agents et que le renouvellement et/ou reconduction des contrats devra être assujéti à l'évaluation positive.**

68. La mission a constaté que ni pour le PRODER 2, ni pour PRODER 3, non plus pour le PADEF, les agents ne paient l'IRPP. **Il a été convenu que le projet doit revoir sa grille salariale pour prendre en considération le paiement des IRPP.**

## CLOTURE DU PRODER SUD

69. La date d'achèvement du PRODER Sud était le 30 Décembre 2013 et sa date de clôture était le 30 Juin 2014. Seulement, le projet a reçu une extension sur les fonds OFID jusqu'au 31 décembre 2014. Les décaissements sont d'ordre de 96,8% sur le Prêt FIDA, de 48% sur le prêt OFID et de 141% sur le Fonds du Gouvernement. Avec des DRFs en cours, il est prévu que le taux de décaissement FIDA atteindra 99%. A la date de la mission, le solde du dépôt initial à rembourser était de 303.687,77 DTS. Le projet présentera encore deux DRFs de recouvrement du dépôt initial (DRF 51= 204.332,97 DTS et DRF 53= 15.836,97 DTS), totalisant 220.169,94 DTS. Le solde qui normalement devra faire l'objet d'un virement de remboursement à payer par le Gouvernement est estimé à 83.517,83 DTS.

70. Le montant qui ne sera pas décaissé sur le compte de prêt est égal au solde actuel de 187.229 DTS auquel on retranchera la DRF de remboursement de 133.050 DTS constituant les dépenses éligibles aux fonds FIDA mais préfinancées par les fonds du Gouvernement. Le solde à annuler sera de plus ou moins 54. 179 DTS (187.229 DTS-133.050 DTS). En date du 15 Juillet, le rapprochement du compte spécial FIDA se présente comme suit :

### 71. Rapprochement du compte spécial FIDA au 30 juin 2014.

No	Description	Montant en DTS	
1	Dépôt Initial	445 132,92	
2	Solde bancaire au 15/07/2014		2 297,23
3	Montant recouvré par le FIDA au 15/07/2014		141 445,14
4	WA no 51 en cours au FIDA		209 017,17
5	Dépenses de la DRF 050 non remboursées par IFAD		76 471,48
6	Dépenses effectuées à présenter en DRF (53)		15 836,97

No	Description	Montant en DTS	
7	Préfinancement à rembourser par GVT		64,94
	<b>Total</b>	<b>445 132,92</b>	<b>445 132,92</b>

72. Le FIDA a retenu sur la DRF 50 un montant de 76.471,48 SDR représentant les dépenses imputables au fonds de contrepartie sur le PTBA 2013. Le FIDA a indiqué au projet que les dites dépenses ne seront pas éligibles.

73. Deux activités restent éligibles aux fonds FIDA. Ces activités sont : le rapport d'achèvement et l'audit final dont le rapport devra arriver au FIDA avant le 30 septembre 2014 sous peine de suspendre tout le portefeuille une fois cette date dépassée. Avant de passer à l'audit final, le projet devra d'abord redresser certaines irrégularités constatées dans la gestion comptable. Les actions à mener comprennent mais ne sont pas limitées à :

- (a) Adresser les irrégularités soulevées dans le rapport de l'auditeur, exercice 2013
- (b) Soumettre la DRF de remboursement pour les dépenses préfinancées par le gouvernement pour la période d'avant le 30 juin 2014 pour un montant de 133.050 DTS.
- (c) Apurer le compte fournisseurs locaux et fournisseur étrangers.
- (d) Revoir et corriger le compte d'infrastructures en cours.
- (e) Apurer le solde du compte factures non parvenues.
- (f) Vérifier les soldes des comptes des autres tiers.
- (g) Sous la supervision de la RAF, les comptables devront analyser les soldes des comptes patrimoniaux du projet avant l'opération d'audit 2014 afin que les comptes du projet reflètent fidèlement les biens appartenant au projet.
- (h) Régulariser la situation des financements croisés sur les fonds du FIDA d'abord et après sur les autres bailleurs.
- (i) Informer par écrit les agents qui détiennent encore des justificatifs pour le projet que des déductions seront faites à leurs salaires pour compenser le solde qu'ils ont à justifier.
- (j) Ecrire au Ministère des Finances avec copies à la banque centrale et au BCI une lettre demandant l'appui du ministre pour forcer la BCI à retourner un montant de 4.026.700 CFA déduit sur les comptes du projet.
- (k) Exiger à l'ancien coordinateur du projet, Monsieur BIZIBANDOKI Paul, de remettre un ordinateur portable et un GPS dont il est encore en possession alors qu'il ne travaille plus avec le projet.

74. ***Il a été convenu que l'équipe comptable du projet sous la supervision du RAF doit terminer la correction des états financiers avant le 15 aout 2014.***

75. **Vérification des états certifiés des dépenses.** La mission a revu les pièces justificatives pour des éléments des dernières DRFs pour PRODER 2 et pour PRODER 3. La mission a constaté la matérialité des dépenses mais ***il a été convenu que les comptables doivent être plus consistants dans l'attachement des ordres des missions sur les bons des dépenses, de chronologiquement numéroter les éléments de la DRF et enfin il faudra viser les factures réglées par un cachet avec une mention « PAYEE » et le visa « SAISIE » sur les factures déjà comptabilisées.***

## 76. Récapitulatif des recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
I. PADEF		
1. Accélérer le recrutement des 6 comptables.	Coordonnateur, RAF, MAE	Immédiatement
2. Formation de perfectionnement en TOMPRO au RAF	Coordonnateur, RAF	Septembre 2014
3. Revoir à la baisse le PTBA de 2014	Coordonnateur + Equipe du projet+ FIDA	Aout 2014
4. Soumettre la DRF de remboursement des fonds de contrepartie	Coordonnateur et la RAF	Juillet 2014
5. Achever le Paramétrage de TOMPRO	RAF et Comptable PADEF	Immédiatement.
II. PRODER 3		
1. Rembourser au compte FIDA le montant de 2.512,35 Euros réclamé deux fois et clarifier avec FIDA la situation des 28. 791,72 euros refusés par FIDA.	Coordonnateur, RAF et le Comptable.	Immédiatement
2. Réajuster les réalisations du Gouvernement dans TOMPRO qui sont évaluées à plus de 265 Millions de CFA.	RAF et Comptable	Immédiatement.
3. Préparer les DRF de remboursement et résoudre le problème des financements croisés.	Coordonnateur, RAF et le Comptable	Aout 2014.
4. Mettre à jour la comptabilité analytique du projet.	RAF et le comptable.	Immédiatement.
PRODER 2		
1. Soumettre toutes les DRF qui restent y compris la DRF de remboursement des fonds de Contrepartie.	Coordonnateur, RAF, Comptable.	15 Aout 2014
2. Mettre à jour la comptabilité du projet avant l'audit final	RAF, Comptable.	15 August 2014
3. Mener des contacts avec la BCI pour retourner le montant de 4.026.700 CFA	Coordonnateur, RAF et Comptable.	Aout 2014

77. **Passation des marchés.** Le plan de passation des marchés du PADEF a été approuvé le 17 mars 2014. Le niveau d'exécution du PPM a atteint 16%. La mission relève que : le PPM est bien présenté et sa lecture est simple ; il tient compte des activités saisonnières et des délais incompressibles de la passation de marché, l'archivage des marchés est assez complet. La mission relève aussi que sur 23 marchés litigieux, environ 50% des marchés ont été réglés, 25% des marchés sont en voie de l'être et 25% des marchés restent à régler.

78. Les éléments suivants peuvent être améliorés davantage: la numérotation des marchés ; l'archivage systématique des preuves de paiement et les lettres d'acceptation de marché par les entreprises ce qui suppose un meilleur échange d'informations avec le SAF et les spécialistes de composantes ; la mise à jour régulière du PPM et du registre des contrats ; la réduction des ententes directes pour les missions de consultation non régaliennes ; le règlement des contrats litigieux

restants. La mission constate que les seuils d'utilisation des diverses méthodes n'est pas appliqué : des marchés de 35 millions FCFA sont passés par consultation de fournisseurs. Malgré les difficultés reprises ici, la mission est d'avis que la fonction de passation des marchés s'est améliorée avec le recrutement de la Responsable Passation des Marchés et suite au coaching constant de la part du FIDA.

79. **Les délais dans l'octroi de l'avis de non objection constituent une plainte récurrente.** La mission a calculé que le délai moyen entre la transmission d'un dossier pour demande de non objection et l'octroi de l'ANO par le FIDA est de 3 semaines en moyenne. Le FIDA s'engage à réagir aux demandes de non objection du FIDA dans un délai de 5 jours et l'octroi de l'avis de non objection ne dépassera pas 15 jours.

80. Les principales recommandations sur les questions de passation de marché sont les suivantes et tiennent compte de l'amélioration dans l'exercice de cette fonction.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Circulation des informations et documents entre la RPM ; SAF pour les preuves de paiement et les lettres d'acceptation des marchés par les entreprises.	RPM et RAF sous supervision Coordonnateur	Immédiatement
Compte tenu de l'amélioration de la qualité des dossiers de PM, le seuil de revue préalable des marchés est fixé à 25 millions FCFA pour les travaux ; 10 millions FCFA pour les biens ; et 5 millions FCFA pour les consultations. Les marchés en entente directe seront systématiquement soumis au FIDA pour ANO. Le PPM sera mis à jour en conséquent.	Coordonnateur et RPM	Pour les dossiers soumis à partir du 1 <sup>er</sup> juillet 2014
Améliorer le cadre de travail de UNGP en louant un espace bureau plus large ; se dotant de matériels et véhicules fonctionnels. Soumettre la proposition au FIDA pour avis de non objection.	UNGP et MAE	Immédiatement

## F. Durabilité

81. **La corporation des producteurs et des services.** Les producteurs regroupés en GIECs et en union de GIECs, la microfinance autour des CMECs et CEQs agréées et regroupées en faïtière, le transport et la commercialisation regroupés en association, les Centres d'Affaires et les Centres Communautaires de Pêche sont les dispositifs idoines pour assurer la durabilité des appuis réalisés. Il faudrait aussi ajouter que l'appui fondé sur l'entraide opérationnelle entre les acteurs des GIECs pourrait amplifier et stabiliser l'offre en produits et en services.

82. **Sur le plan institutionnel,** l'orientation opérationnelle basée sur une équipe départementale autour du DDA et du facilitateur, soutenue par les DDETP et des conseils départementaux, rassure de la prise en main ultérieure par les bénéficiaires de la poursuite de leurs activités productives. De même que la mise en application des différentes conventions avec l'IRA (CRAL et CERAG), le CDTA, la DGE et le CAT Inoni Falaise constituent des mémoires importants pour la duplication des actions réalisées par le Programme.

## G. Autres

83. **Clôture du Proder Nord.** Il existe un montant de 277 398 304 FCFA viré par le FIDA au compte de contrepartie du Proder Nord pour rembourser les dépenses éligibles au prêt FIDA préfinancées sur les ressources de la contrepartie. Le FIDA a adressé au Ministère des Finances une lettre à ce sujet le 22 avril 2014. La mission réitère ici la recommandation qui a été faite au Ministère de transférer ce montant au compte de contrepartie du PADEF pour financer l'aménagement des infrastructures rurales notamment la réhabilitation des pistes rurales et des ouvrages de franchissement.



84. **Clôture du Proder Sud.** Les éléments suivants sont nécessaires pour la clôture du prêt FIDA no. 688-CG au 30/6/2014: le rapport d'achèvement révisé, le rapport d'audit pour l'année 2013 et la période de clôture, le plan d'affectation du matériel de Proder Sud, la justification d'un montant équivalent à 81 million FCFA ; la DRF finale pour le recouvrement de l'avance initiale. La mission signale qu'aucune dépense ne peut être engagée sur le prêt FIDA au-delà du 30 juin 2014 (date de clôture). La mission recommande que les immobilisations fonctionnelles soient transférées au PADEF pour utilisation dans les mêmes départements. L'UNGP transmettra les documents requis pour la clôture du Proder Sud au plus tard le 31 juillet 2014.

85. **Les ouvrages hydrauliques aménagés sous financement OFID dans le cadre du Proder Sud.** L'évaluation menée en 2013 a révélé que 70% des ouvrages ne sont pas fonctionnels et doivent être réparés. Le PTBA 2014 a prévu la réparation de 28 ouvrages sur les fonds de l'OFID. La mission a noté dans la zone du projet la diffusion des fontaines solaires installées par la société «Asperbras » sur le budget de l'Etat dans la plupart des villages de la Bouenza et la Lékoumou. Cet aménagement ne nécessite pas de coût dans l'approvisionnement en eau contrairement aux points d'eau installés par le Proder sud. Dans la situation actuelle, la mission recommande à l'UNGP de prendre attache avec la société pour identifier les villages ciblés par Proder Sud mais non desservis par ces fontaines, et qui pourraient donc bénéficier de la réparation des ouvrages hydrauliques. Cette activité - prévue de mai à septembre 2014 - peut encore être financée sur les fonds OFID pourvu qu'elle soit achevée au 30 novembre 2014.

86. **Mise en œuvre du PTBA 2014 du PRODER 3.** La mission a constaté que le taux d'exécution du PTBA 2013 est très faible : 8% des activités entièrement réalisées ; 59% des activités partielles ; et 32% des activités non réalisées. L'exécution du budget 2014 au 3/5/2014 s'élève à 25% grâce au paiement des contrats de réhabilitation de pistes rurales. L'exécution du PPM 2014 pour ce projet est 9,5% à date. Cette situation appelle l'UNGP à organiser le travail de SPA et SFRC dans la mise en œuvre du PTBA pour accélérer la mise en œuvre des 2 composantes « appui à la production agricole » et « renforcement des capacités » qui actuellement ont un taux d'exécution d'activités très faible.

87. **Clôture des prêts OFID et implication sur le financement des marchés des travaux en cours.** Les contrats financés sur les prêts 1177P (qui clôture en décembre 2014) et 1295P (qui clôture en septembre 2014) sont tous hors délai contractuel. La mission a passé en revue la situation des marchés en cours et conclut ce qui suit :

- (a) Pour le Proder 3 pour lequel la clôture du prêt OFID intervient au 30/9/2014, l'UNGP devra : (i) pour les travaux réceptionnés provisoirement, demander aux entreprises de fournir une caution bancaire pour la garantie de bonne fin d'exécution ; (ii) les travaux de réhabilitation de piste (sous traitance et travaux confortatifs) peuvent être financés sur le prêt OFID pourvu que la réception provisoire soit prononcée au plus tard le 31 août 2014. L'UNGP devra demander l'avis de non objection du MAE pour passer le marché de réhabilitation de 25 km de la piste Talatala – Carrefour Bolozo et construction de 11 ouvrages de franchissement dans le département de la Sangha par entente directe.
- (b) Pour le Proder Sud pour lequel la date de clôture du prêt OFID intervient au 31/12/2014, l'UNGP devra : (i) régler la situation de 5 marchés d'aménagement d'ouvrages de franchissement litigieux ; (ii) suivre l'exécution des pistes en cours de réhabilitation par les Conseils départementaux ; (iii) imputer la construction de 7 ouvrages de franchissement sur l'axe Punga - Dimonika - Makaba dans le district de Mvouti dans le département de Kouilou au prêt OFID. Le temps d'exécution des travaux est maîtrisé et il est possible d'achever une grande partie de ce marché dans le délai restant. L'UNGP présentera une proposition sur le pourcentage de financement du contrat des travaux et du contrat de contrôle sur le prêt OFID.

88. **Contrats des personnels et évaluation des performances.** Le personnel de l'UNGP et les facilitateurs travaillent sans contrat depuis le mois de janvier/ février 2014. Cette situation n'est pas conforme aux conditions générales de financement du FIDA et il devient urgent de régulariser cette

situation au plus tard le 30 juin 2014. Au-delà de cette date, les dépenses sur les salaires du personnel et les prestations des facilitations seront considérées comme inéligibles au financement du FIDA. La mission note que le personnel du Proder 3, les nouveaux agents recrutés du PADEF et les chauffeurs ne sont pas assurés.

89. Les principales **recommandations** sont les suivantes :

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Clôture du Proder Nord : transférer solde du compte de contrepartie au PADEF	Ministère des Finances	Juillet 2014
Clôture du Proder Sud : transmission des documents cités au para 58 de l'aide-mémoire	UNGP et MAE	31 juillet 2014
Suivi de proximité des marchés des travaux financés par OFID conformément au para 61	UNGP	Juin à décembre 2014
Régularisation des contrats de travail du personnel UNGP et des contrats de prestation des facilitateurs sinon les dépenses liées aux salaires du personnel et prestations des facilitations seront considérées comme inéligible au financement du FIDA.	UNGP et MAE	30 juin 2014
Etablir un avenant avec la compagnie d'assurance pour intégrer le personnel actuellement non assuré et ceci jusqu'à la fin du contrat du prestataire.	RPM et RAF sous la supervision du Coordonateur	Date buttoir 20 juin 2014
Lancer l'avis de recrutement d'un nouveau prestataire pour l'assurance	RPM	Date buttoir : le dossier devrait être soumis le 1 <sup>er</sup> juillet 2014

## H. Conclusion

90. Le FIDA et le Gouvernement de la République du Congo se félicitent de l'ambiance constructive et professionnelle qui a prévalu durant la mission, et approuvent les conclusions de la mission de supervision. Le FIDA et le Gouvernement prennent note que l'UNGP voudrait faire des propositions plus détaillées pour la mise en place du dispositif d'exécution du projet au niveau départemental et pour l'établissement d'un partenariat avec la FAO pour la mise en œuvre des consultations relatives à la filière halieutique.

91. Le FIDA et le Gouvernement s'accordent à organiser la 2<sup>e</sup> mission de supervision du PADEF au cours du mois de novembre 2014. L'UNGP devra soumettre le PTBA 2015 au Comité de Pilotage en octobre 2014.

## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées

### Faits essentiels

Pays	Congo	No. du projet	1583	No. du prêt/don DSF	851
Projet	Programme d'appui au développement des filières agricoles			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	11/07/2014				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	0	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision		Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	15/06/2014		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	08/12/2011			Coût total	17.35	
Accord	21/02/2012	Délai d'entrée en vigueur	19.1	FIDA Total	9.80	
Entrée en vigueur	03/07/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	9.80	4
Premier décaissement	02/05/2014			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	30/09/2018	Dernier audit		Financement national total	7.54	
Achèvement	30/09/2018			Government (National)	7.01	0
Clôture initiale	31/03/2019			Other Domestic	0.53	0
Clôture	31/03/2019			Cofinancement total externes		
Nbre de prolongations	0					

### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	3	1. Qualité de la gestion du projet	3	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	2	2	2. Exécution du S&E	3	3
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
------------------------------	------------	----------	----------------	------------	----------

1. Appui à la production	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Appui à la transformation et commercialisation	4	4	2. Autonomisation	4	4
3. Renforcement des capacités	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	4	4

#### B.5 Justification des notes

Le PADEF a été déclaré effectif 03/07/2013 en raison d'un long processus de ratification de l'accord de financement au niveau du parlement congolais. Malgré la mise en place de l'UNGP en janvier 2013 Le PTBA ont été approuvé en mars 2014 et l'avance initiale demandée aussitôt et reçue en mai 2014. La première supervision a eu lieu du 26/05 au 16/06. Jusqu'à présent, le PADEF a lancé 64% des activités de son PTBA, toutefois il n'y a que 10% qui sont réalisées entièrement pour environ 3% de taux d'exécution budgétaire. Cet écart est dû au stade de plusieurs activités considérées comme lancées, toutefois se trouvent au niveau de l'approbation des TDRs. Le projet fait face à une faible coordination (nouveau coordo nommé en juin 2014) un SAF faible et des difficultés avec le montage institutionnel du programme car la base départementale prévue autour du Comité Départemental de Planification et de Suivi (CDPS) n'est pas encore en place ; les facilitateurs dans la zone Nord ne sont pas encore recrutés ainsi que les aides comptables dans 6 départements. De plus le personnel de l'UNGP souffre de problèmes interrelationnels : il a reçu de nombreuses formations et sessions de renforcement pour palier à ces insuffisances, incluant une évaluation des cadres du programme qui ont été désignés comme compétents.

### Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

#### Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

La première supervision a révélé que 64% des activités du PTBA a été lancé, mais seulement 10 sont entièrement réalisées pour environ 3% d'exécution budgétaire. Le restant des activités est en cours de préparation. L'équipe du PADEF - suite à une évaluation des performances en décembre 2013 - a reconnu un changement de coordonnateur. Ce coordonnateur donne des bonnes perspectives de réussite du plan de travail, d'autant plus que le reste du personnel du PADEF a été jugé compétent. L'équipe de l'UNGP dispose aussi des outils de planification nécessaires pour l'exécution des activités. Un suivi assidu des activités est nécessaire de la part du MAE et du FIDA.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

#### Justification des notes sur les objectifs de développement

Les perspectives que le projet atteigne ses objectifs sont bonnes grâce aux acquis des Proders, au suivi rapproché des activités sur terrain, au meilleur fonctionnement interne de l'UNGP et au réaménagement du budget total du PADEF pour tenir compte des coûts actuels des divers investissements. De plus, l'UNGP est aujourd'hui dotée de : (i) PTBA 2014 au niveau de la coordination nationale et des directions départementales de l'agriculture, (ii) des manuels et plans d'opérations pour l'ensemble des filières retenues dans le programme, (iii) de plan d'action pour l'auto-évaluation de la participation des membres de l'UNGP à la vie du programme.

#### C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Pour le moment, le PADEF n'a demandé que sa première demande de décaissement. Le SAF a participé cette année à la formation de 3 semaines sur TOMPRO leur donnant les outils nécessaires pour fonctionner correctement. Le plus grand défi du SAF est de question organisationnelle, puisque le dispositif pour gérer le PADEF et les PRODERS n'est toujours pas maîtrisé pleinement et constitue le risque majeur pour les aspects fiduciaires. L'équipe FIDA continue d'apporter une attention et une assistance particulière aux aspects fiduciaires au Congo et travaille de manière très rapprochée avec les équipes sur le terrain. L'audit des comptes 2013 se fera en 2015 en raison de l'avance initiale qui n'a été reçue qu'en mai 2014.
Avancement de l'exécution du projet	Le principal risque est le décalage entre la planification et l'exécution. Un atelier d'appropriation é été organisé pour permettre à toutes les parties prenantes du projet de se familiariser avec la démarche de celui-ci (filière au lieu de développement rural intégré et les complémentarités entre les PRODERS et le PADEF, les activités des PRODERS que le PADEF poursuivra pour renforcer leur durabilité). Les outils de planification (plans départementaux, PTBA 2014 révisé et plans d'opération ont été développés à l'issu de cet atelier (avril 2014). L'appui de la FAO a été mobilisé pour appuyer le projet dans la mise en place de l'approche filière.
Produits et réalisations	Idem pour exécution du projet

Durabilité	Pour assurer la durabilité des appuis réalisés, le projet met en place (i) les producteurs regroupés en GIECs et en union de GIECs, (ii) la microfinance autour des CMECs et CEQs agréées et regroupées en faïtière, (iii) le transport et la commercialisation regroupés en association, et les Centres d'Affaires et les Centres Communautaires de Pêche . Il faudrait aussi ajouter que l'appui fondé sur l'entraide opérationnelle entre les acteurs des GIECs pourrait amplifier et stabiliser l'offre en produits et en services. Sur le plan institutionnel, l'orientation opérationnelle basée sur une équipe départementale autour du DDA et du facilitateur, soutenue par les DDETP et des conseils départementaux, rassure de la prise en main ultérieure par les bénéficiaires de la poursuite de leurs activités productives.
------------	--

## Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
UNGP	Mise en application du plan d'action pour les dynamiques et esprit d'équipe. Régularisation des contrats des agents et ainsi que leur couverture médicale. Meilleur suivi des contrats	Continu	En cours
PTBA/Budget	Discuter et valider PTBA 2014 par le Comité de pilotage restreint. Réaménager le budget du PADEF.	juillet 2014	En cours
Appui à la production végétale	Etablir une cartographie géoréférencée des 557 GIECs des 3 Proders en distinguant les GIECs ordinaires des leaders, les surfaces emblavées, les montants reçus, la localisation des sites, l'accessibilité des parcs à bois par rapport aux villages ou axes de transport principaux.	juillet 2014	En cours
Appui à la production piscicole	Initier 2 activités piscicoles à impact rapide par la réhabilitation des étangs de reproduction, de pré/grossissement dans la station piscicole de Djoumouna, ainsi que par la production artisanale de l'aliment amélioré pour poissons à partir des sous-produits agricoles.	juillet 2014	En cours
Dialogue politique avec le Gouv	Sensibilisation et formation du comité de pilotage restreint pour mieux exercer son rôle de conseil pour le projet. un programme de formation est déjà en cours	novembre 2014	En cours

## Observations supplémentaires



## Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (SYGRI)	Sources d'information	Risques / Hypothèses
<b>But.</b> Améliorer durablement les conditions de vie et les revenus des petits producteurs agricoles au Congo.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'indice d'accumulation de biens a augmenté de X% pour la moitié des petits producteurs ciblés</li> <li>- La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans est réduite de X1% à Y1% * chez les filles et de X2 à Y2 % chez les garçons d'ici à 2016</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquêtes pauvreté</li> <li>- Evaluation à mi-parcours</li> <li>- Etudes de référence</li> <li>- Enquêtes PAM et UNICEF sur la malnutrition</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- contexte socio politique et économique stable</li> <li>- capacités des institutions</li> <li>- soutien du gouvernement et intérêt du secteur privé</li> </ul>
<b>Objectif de développement.</b> Améliorer les capacités de production, transformation et de commercialisation des petits producteurs dans les filières porteuses au niveau de 10 départements	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5850<sup>a</sup> bénéficiaires ont augmenté la productivité du manioc, et de l'igname de 25% et celle du maïs et de la banane de 10%.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquête auprès des paysans</li> <li>- Evaluations périodiques</li> </ul>	Intérêt des services techniques à dispenser les techniques nouvelles
<b>Composante 1 : Appui à la production</b>			
<b>Effet escompté 1.</b> L'accès des petits producteurs à des technologies de production agricoles et halieutiques appropriées est renforcé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5850 bénéficiaires utilisent les variétés améliorées des cultures, respectent les écartements et la rotation.</li> <li>- 2501<sup>b</sup> pêcheurs et pisciculteurs adoptent de bonnes pratiques de pêches et utilisent des aliments de poissons</li> <li>- 1040<sup>c</sup> éleveurs de volailles et 312<sup>d</sup> éleveurs de petits ruminants utilisent des géniteurs performants, et adoptent des aliments et habitats améliorés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de supervision</li> <li>- Evaluation des ministères sectoriels</li> <li>- Evaluation à mi-parcours</li> <li>- Rapport d'achèvement</li> </ul>	Catastrophes naturelles
<b>Produit 1.1</b> La productivité et la production de manioc, d'igname, de banane, de maïs, sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 445 parcs à bois installés et 4 450 000 boutures de manioc distribuées</li> <li>- 445 groupements appuyés avec un kit de matériel de production végétale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports périodiques agricoles du programme</li> <li>- Rapports d'enquêtes</li> <li>- Rapports de supervision</li> </ul>	Disponibilité des intrants agricoles et capacité des producteurs à se les procurer
<b>Produit 1.2.</b> La productivité et la production de petits ruminants et de volaille sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 480 élevages installés et 4032 géniteurs ovins distribués</li> <li>- 1600 élevages avicole traditionnels améliorés installés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de SE</li> <li>- Rapports périodiques élevage</li> <li>- Rapports d'enquêtes</li> </ul>	Disponibilité des intrants pastoraux et capacité des producteurs à se les procurer
<b>Produit 1.3.</b> La productivité et la production halieutique sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 centre de production sécurisée d'alevins de qualité réhabilité et opérationnel</li> <li>- 1 système de gestion durable développé sur 4 zones de pêche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport de SE</li> <li>- Rapports périodiques du programme</li> <li>- Rapports d'enquêtes</li> </ul>	Disponibilité des intrants halieutiques et capacité des producteurs à se les procurer
<b>Composante 2 : Appui à la transformation et commercialisation</b>			
<b>Effet escompté 2.</b> L'accès des petits producteurs à des marchés transparents d'intrants et de produits agricoles et halieutiques pour les filières ciblées est renforcé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les quantités vendues, par spéculation ont augmenté de X% d'ici à 2016</li> <li>- les pertes de poissons réduites de 5 %</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etudes de référence</li> <li>- Rapports de SE</li> <li>- Rapports des ministères sectoriels</li> <li>- Revue à mi-parcours</li> </ul>	Evolution des marchés et des prix des produits agricoles, pastoraux et halieutiques
<b>Produit 2.1.</b> Le stockage et la transformation et commercialisation de la production végétale sont améliorés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 centres d'affaire pilotes ou nœuds commerciaux, construits et opérationnels</li> <li>- 1 système de collecte et diffusion des prix mis en place et fonctionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de réception des ouvrages</li> <li>- Rapports de suivi</li> </ul>	Disponibilité et compétence des prestataires  Respect des délais de construction
<b>Produit 2.2.</b> Le stockage, la conservation et la transformation de la production halieutique sont améliorés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 centres de pêches communautaires mis en place</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapports de réception des ouvrages</li> <li>- Rapports de suivi</li> </ul>	Disponibilité et compétence des prestataires

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (SYGRI)	Sources d'information	Risques / Hypothèses
<b>Produit 2.3.</b> L'accès aux bassins de production agro pastoraux et halieutiques est établi et pérennisé	- 162 km de points critiques traités	- Rapports de réception des ouvrages - Rapports de suivi	Disponibilité de prestataires Existence de fonds d'entretien Disponibilité des populations a entretenir
<b>Composante 3 : Renforcement des capacités</b>			
<b>Effet escompté 3.</b> la capacité des organisations paysannes à fournir des services à leurs membres et aux communautés pour accroître leur participation aux processus de développement local est accrue.	- 50% des structures faitières planifient, exécutent et réalisent effectivement des opérations commerciales d'ici à 2016	- Rapports de SE - Revue à mi-parcours - Rapport d'achèvement - Rapport des prestataires	Disponibilité de l'état a soutenir les acteurs des filières  Interaction effective entre acteurs des filières
<b>Produit 3.1.</b> Les capacités techniques et d'encadrement des services de l'agriculture et de la pêche sont améliorées.	- 60 techniciens des services de l'agriculture de l'élevage et de la pêche bénéficient annuellement de formation / recyclage	- Rapports de réception - Rapports de suivi - Rapports de formation	Compétences et volonté d'assurer le leadership
<b>Produit 3.2.</b> Les capacités organisationnelles et de gestion des organisations de producteurs sont relevées.	- 445 GIEC, 70 Unions de bassins et 100 groupements de pêcheurs reconnus et encadrés - 6 fora d'échange d'expérience et de savoir effectues au profit des OP	- Rapport de formation - PV de réunions de concertation et de pilotage	Capacités des organisations paysannes à se structurer en faitières, et en réseau  Gouvernance effective des OP
<b>Produit 3.3.</b> Les capacités opérationnelles et institutionnelles des entreprises de micro finance améliorées	- 15 CEQ et 20 CMEC des Proder 1 et 2, consolidés, accompagnés à l'autonomie institutionnelle, financière et technique, et promus en 2 réseaux viables	- Récépissé de reconnaissance - PV de réunions - Plans de travail	Capacités des OP a s'inscrire dans une dynamique de chaines de valeurs



### Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Appliquer le plan d'action pour le leadership et l'esprit d'équipe au sein du PADEF	Coordonnateur	Immédiatement
Réviser le PTBA 2014 et le soumettre au Comité de pilotage restreint pour approbation	Coordonnateur	Juillet 2014
Réaménager le budget du PADEF et du Proder 3 en tenant compte du plan de financement des infrastructures rurales vu les dates de clôture des prêts OFID	UNGP, MAE, MINFIN, FIDA	Juillet 2014
Convenir avec le MAE des dispositions pour la mise en place de Comités Départementaux de Planification et Suivi, des Unités Départementales de Gestion de Programme et des animateurs relais	Coordonnateur	Immédiatement
Convenir avec le MAE des dispositions pour le suivi des activités sur terrain par UNGP	Coordonnateur	Immédiatement
Diligenter l'avis de non objection sur le manuel des procédures de PADEF	FIDA	Juin 2014



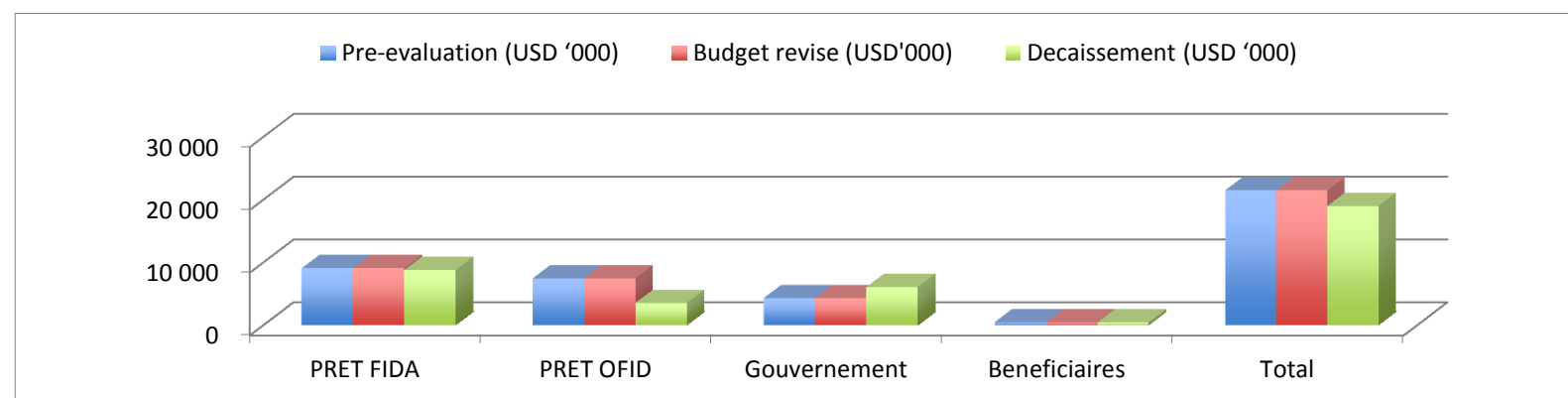
## Appendice 4: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

### PRODER Sud

Appendice 4: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie au 15 juillet 2014

Tableau 4A: Performance financière par bailleur de fonds

Bailleur	Pré-évaluation (USD '000)	Cours de 1 USD au 15/07/2014 = 483,507 CFA		
		Budget révisé (USD'000)	Décaissement (USD '000)	Pourcentage décaissé
PRET FIDA	9 102	9 102	8 813	96,8%
PRET OFID	7 500	7 500	3 596	47,9%
Gouvernement	4 367	4 367	6 143	140,7%
Bénéficiaires	545	545	478	87,7%
Total	21 514	21 514	19 030	88,5%



**Tableau 4B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) au 15 juillet 2014.**

	IFAD			OFID			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Composantes	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
1. ACCES AUX MARCHES ET AUX BASSINS DE PRODUCTION	0,00	29,09		6 534,74	4 436,83	67,9%	2 499,81	501,87	20,1%		0,00		9 034,55	4 967,79	54,99%
2. APPUI A LA PRODUCTION ET A LA COMMERCIALISATION	4 563,57	2 926,44	64,1%	79,94	0,08	0,1%	1 081,15	662,19	61,2%	390,43	456,07	116,8%	6 115,08	4 044,79	66,14%
3. HYDRAULIQUE RURALE	29,10	6,82	23,4%	874,67	497,52	56,9%	181,63	76,73	42,2%	154,56	21,49	13,9%	1 239,95	602,56	48,60%
4. DEVELOPPEMENT DES SERVICES FINANCIERS RURAUX	1 278,01	1 082,23	84,7%	0,00			277,69	402,78	145,0%				1 555,69	1 485,02	95,46%
5. COORDINATION DU PROJET	3 231,41	4 615,46	142,8%	0,00	1,07		327,36	1 415,32	432,3%				3 558,77	6 031,86	169,49%
<b>Total</b>	<b>9 102,08</b>	<b>8 660,05</b>	<b>95,1%</b>	<b>7 489,34</b>	<b>4 935,52</b>	<b>65,9%</b>	<b>4 367,63</b>	<b>3 058,89</b>	<b>70,0%</b>	<b>544,99</b>	<b>477,56</b>	<b>87,6%</b>	<b>21 504,04</b>	<b>17 132,02</b>	<b>79,67%</b>

NB : Pour réévaluer la contribution du FIDA qui était de 8,4 millions de dollars a 9,1 nous avons utilise le taux moyen entre DTS et le Dollar sinon les décaissement devraient être plus de 100%

Montant décaissé en DTS 5 712 770

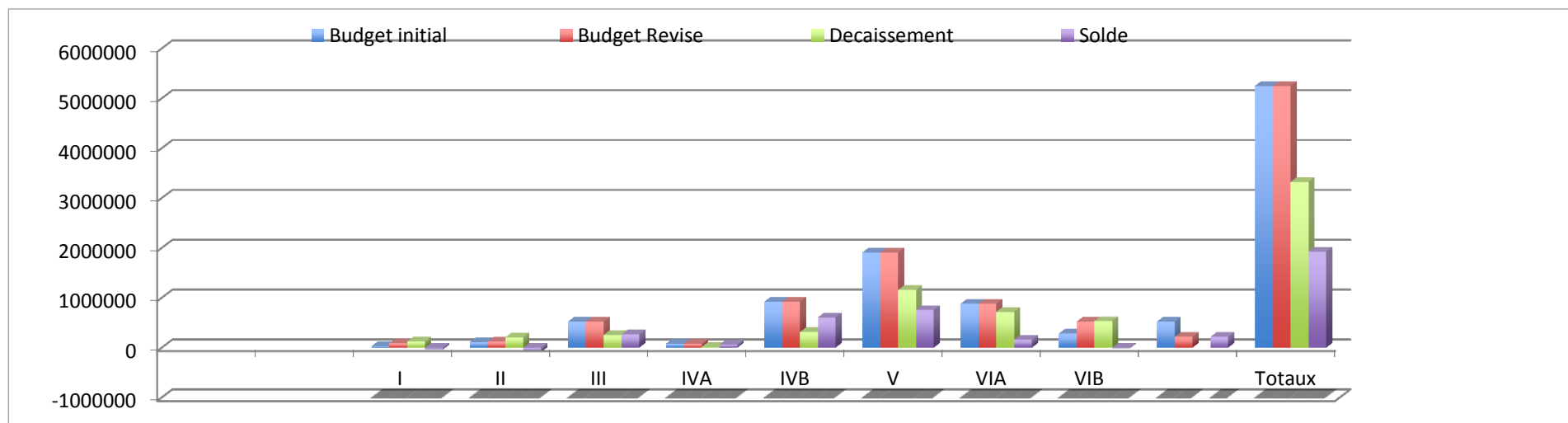
Montant décaissé en dollars 8 813 263

Taux moyen 1,54273

Montant réévalué en dollars (5 900\*1,54273)=9102,08

**Tableau 4C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 30 juin 2014). Taux 1 DTS=760 FCFA.**

Catégories	Description	Budget initial	Budget Révisé	Décaissement	Solde	Taux de décaissement
	Avance Initiale			303 687,77	-303 687,77	
1.	1. Génie Civil	120 000	270 000	230 240,95	39 759	85,3%
2.	2. Matériel & équipement	1 180 000	880 000	701 240,17	178 760	79,7%
3. a.	3. a. Formation	880 000	400 000	370 423,96	29 576	92,6%
3. b.	3. b. Etudes	220 000	170 000	103 737,29	66 263	61,0%
4.	4. Assistance Technique	320 000	450 000	381 284,81	68 715	84,7%
5.	5. Convention et Contrats d'exécution	840 000	1 490 000	1 447 327,03	42 673	97,1%
6. a.	6. a. Salaires	1 210 000	1 390 000	1 393 407,10	-3 407	100,2%
6. b.	6. b. Coût de Fonctionnement	780 000	850 000	781 421,59	68 578	91,9%
	NON ALLOUE	350 000	0		0	
	<b>Totaux</b>	<b>5 900 000</b>	<b>5 900 000</b>	<b>5 712 770,67</b>	<b>187 229</b>	<b>96,8%</b>

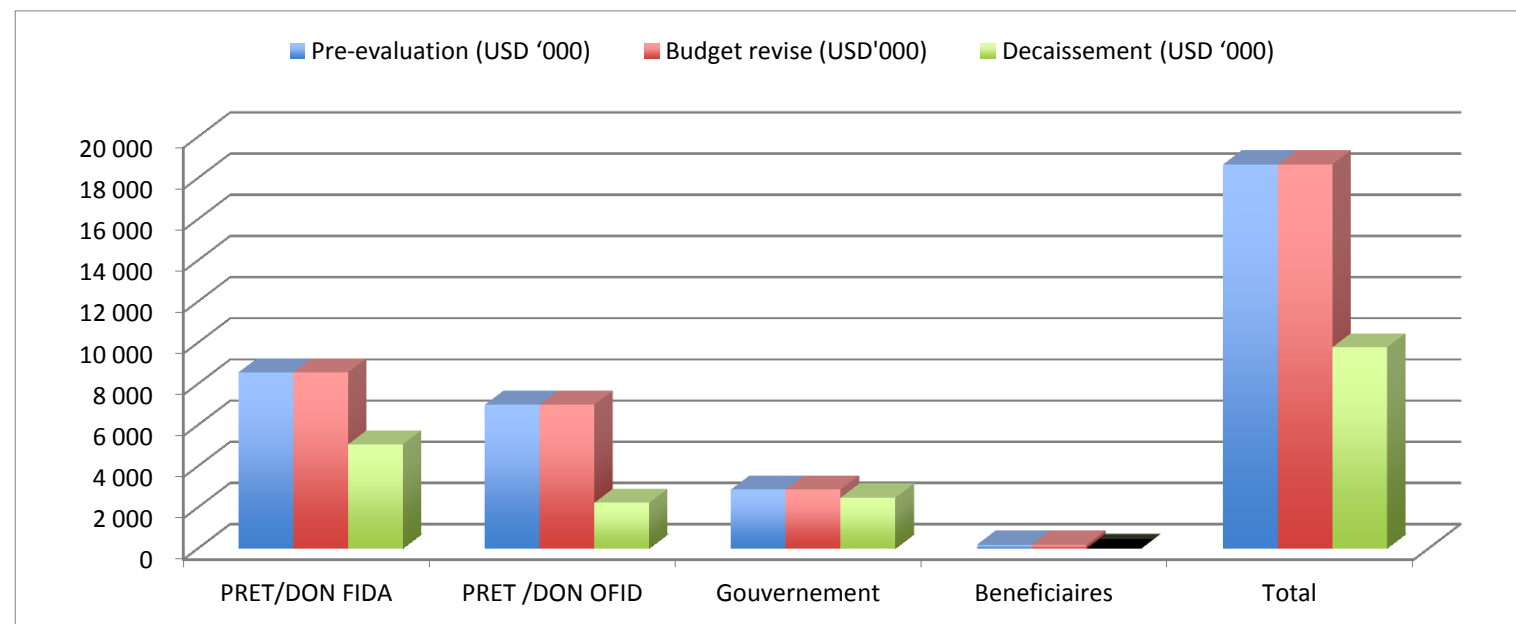


## PRODER 3

### Appendice 4: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 4A: Performance financière par bailleur de fonds

Baillleurs	Pré-évaluation (USD '000)	<i>Cours de 1</i> <i>USD au</i> <i>15/07/2014 = 483,507 CFA</i>		
		Budget révisé (USD'000)	Décaissement (USD '000)	Pourcentage décaissé
DON FIDA	8 575	8 575	5 075	59,2%
PRET OFID	7 000	7 000	2 235	31,9%
Gouvernement	2 887	2 887	2 482	86,0%
Bénéficiaires	214	214	0	0,0%
Total	18 676	18 676	9 792	52,4%



**Tableau 4B:Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) au 30 juin 2014.**

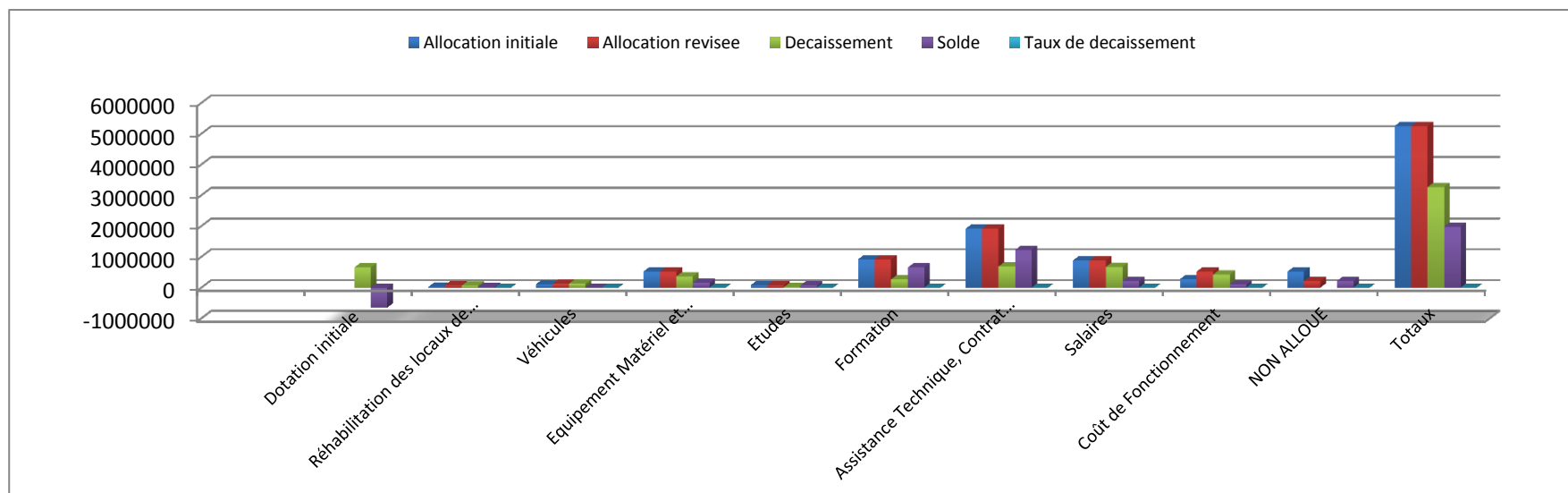
	IFAD			OFID			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Composants	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
APPUI A LA RELANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE	2 229,0	709,2	31,8%				320,0	9,3	2,9%	214,0	0,0	0,0	2 763,0	718,5	26,0%
RENFORCEMENT DES CAPACITES	3 218,0	1 344,4	41,8%	60,0		0,0%	446,0	49,0	11,0%				3 724,0	1 393,4	37,4%
ACCES AUX BASSINS DE PRODUCTION	197,0	364,9	185,2%	6 940,0	1 434,7	20,7%	1 751,0	0,0	0,0%				8 888,0	1 799,6	20,2%
COORDINATION, COMMUNICATION ET GESTION DES CONNAISSANCES	2 931,0	2 194,1	74,9%				370,0	771,7	208,6%				3 301,0	2 965,8	89,8%
<b>Total</b>	<b>8 575,0</b>	<b>4 612,7</b>	<b>53,8%</b>	<b>7 000,0</b>	<b>1 434,7</b>	<b>20,5%</b>	<b>2 887,0</b>	<b>829,9</b>	<b>28,7%</b>	<b>214,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>18 676,0</b>	<b>6 877,3</b>	<b>36,8%</b>

**NB: La dotations initiales ne sont pas prises en compte puisqu'elles ne sont pas encore transformées en activités. Il s'agit des dépenses effectives.**



**Tableau 4C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 30 juin 2014)**

Catégories	Description des catégories	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissement	Solde	Taux de décaissement
	Dotation initiale			650 993,25	- 650 993,25	
I	Réhabilitation des locaux de la DDA et DDE	30 000	85 000	63 498	21 502	74,7%
II	Véhicules	110 000	120 000	125 275	-5 275	104,4%
III	Equipement Matériel et Intrants Agricoles	520 000	520 000	365 287	154 713	70,2%
IVA	Etudes	80 000	80 000	12 094	67 906	15,1%
IVB	Formation	920 000	920 000	269 024	650 976	29,2%
V	Assistance Technique, Contrat et Convention	1 910 000	1 910 000	686 522	1 223 478	35,9%
VIA	Salaires	880 000	880 000	671 853	208 147	76,3%
VIB	Coût de Fonctionnement	280 000	520 000	423 763	96 237	81,5%
	NON ALLOUE	520 000	215 000		215 000	0,0%
	<b>Totaux</b>	<b>5 250 000</b>	<b>5 250 000</b>	<b>3 268 307</b>	<b>1 981 693</b>	<b>62,3%</b>



## PADEF

### Appendice 4: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

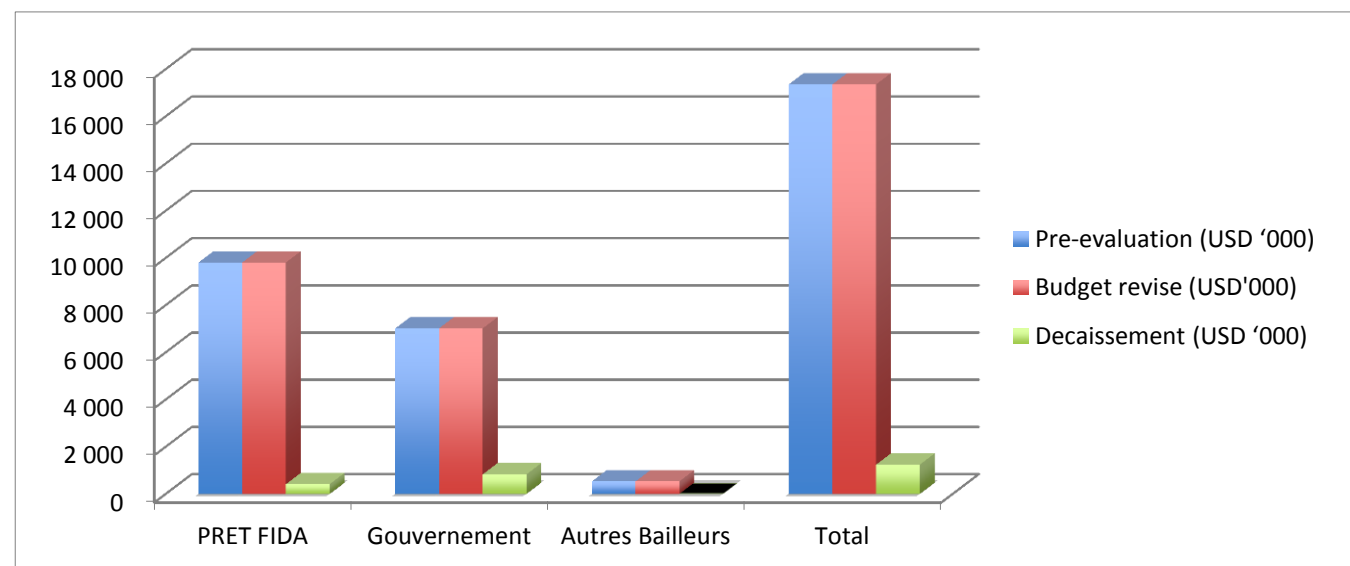
Tableau 4A: Performance financière par bailleur de fonds

Cours de 1

USD au

15/07/2014 = 483,507 CFA

Bailleurs	Pré-évaluation (USD '000)	Budget révisé (USD'000)	Décaissement (USD '000)	Pourcentage décaissé
PRET FIDA	9 805	9 805	414	4,2%
Gouvernement	7 012	7 012	827	11,8%
Autres Bailleurs	533	533	0	0,0%
Total	17 350	17 350	1 241	7,2%

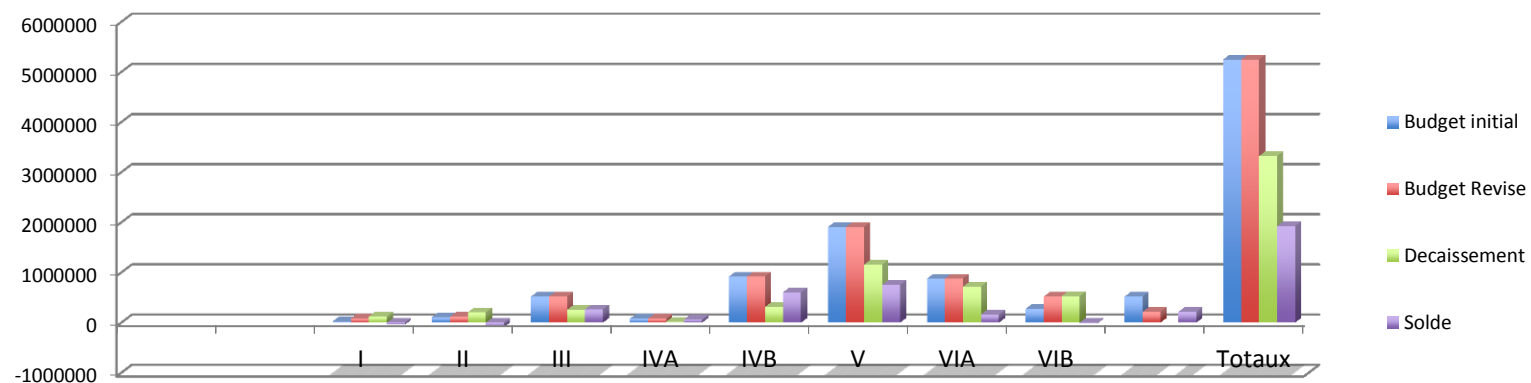


**Tableau 4B:Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)**

Composants	IFAD			Gouvernement			Autres Bailleurs			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effectiv e	%	Pré-évaluation	Réalisé effectiv e	%	Pré-évaluation	Réalisé é effectiv e	%	Pré-évaluation	Réalisé effectiv e	%
A. APPUI A LA PRODUCTION	3 066,2	58,9	1,9%	3 450,2	-	0,0%	484,4	-	-	7 000,8	58,9	0,8%
B. APPUI A LA TRANSFORMATION ET COMMERCIALISATION	2 184,9	13,9	0,6%	2 905,7	-	0,0%	48,2	-	-	5 138,9	13,9	0,3%
C. RENFORCEMENT DES CAPACITES	2 375,1	-	0,0%	243,8	-	0,0%	-	-		2 618,9	-	0,0%
D. COORDINATION ET SUIVI-EVALUATION DU PROGRAMME	2 179,1	446,1	20,5%	412,2	110,7	26,9%	-	-		2 591,3	556,8	21,5%
<b>Total</b>	<b>9 805,3</b>	<b>518,9</b>	<b>5,3%</b>	<b>7 011,9</b>	<b>110,7</b>	<b>1,6%</b>	<b>532,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17 349,8</b>	<b>629,6</b>	<b>3,6%</b>

**Tableau 4C:Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 30 juin 2014)**

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissement	Solde	Taux de décaissement
	Dépôt initial			263 157,89	-263 157,89	
I	1. Génie Civil	1 040 000	1 040 000		1 040 000	0,0%
II	2. Véhicules, équipements, matériel & intrants	880 000	880 000		880 000	0,0%
III.a	3.a. Etudes	250 000	250 000		250 000	0,0%
III.b	3.b. Formation	820 000	820 000		820 000	0,0%
III.c	3.c. Assistance Technique	630 000	630 000		630 000	0,0%
III.d	3.d. Contrats & Convention d'exécution	930 000	930 000		930 000	0,0%
IV	4. Coût de Fonctionnement	190 000	190 000		190 000	0,0%
V	5. Salaires & Indemnités	840 000	840 000		840 000	0,0%
	Non Alloué	620 000	620 000		620 000	
	<b>Totaux</b>	<b>6 200 000</b>	<b>6 200 000</b>	<b>263 158</b>	<b>5 936 842</b>	<b>4,2%</b>





## Appendice 5: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoire de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
<b>Section B. para 6</b>	Un compte désigné libellé en francs de la Communauté Financière Africaine (FCFA), destiné à recevoir les fonds provenant du prêt est ouvert au nom de l'Emprunteur auprès d'un établissement bancaire acceptable pour le FIDA	Conditions de décaissement	Réalisé	
<b>Section B. para 7</b>	Un compte de Programme libellé en FCFA destiné à recevoir la contribution de l'Emprunteur est ouvert au nom de l'Emprunteur auprès d'un établissement bancaire acceptable pour le FIDA	Conditions de décaissement	Réalisé	
<b>Section B. para 9</b>	L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du Programme pour un montant en FCFA équivalent à sept millions douze mille dollars des Etats-Unis (USD 7 012 000)	A l'achèvement du projet	Réalisé	Le gouvernement a décaissé 12% à date
<b>Section E. para 2</b>	Conditions additionnelles préalables au décaissement	Conditions de décaissement	Réalisé partiellement	Toutes les conditions réalisées à l'exception de l'octroi de l'ANO sur le Manuel des procédures administratives, comptables et financières
<b>Annexe 1</b>	Description du Programme et dispositions relatives à l'exécution	Pendant la période d'exécution	Montage institutionnel en cours.	Il reste à établir Comité Départemental de Planification et Suivi et installer trois facilitations
<b>Annexe 2</b>	Tableau d'affectation des fonds	Pendant la période d'exécution	En cours de réalisation	
<b>Annexe 3. para 1</b>	Suivi et Évaluation (« S&E »)	60 jours à compter de l'entrée en vigueur	En cours de mise en place.	Voir DT sur suivi évaluation
<b>Annexe 3.</b>	Recrutement	Au démarrage du projet	Réalisé.	L'évaluation du personnel est à renforcer





## Appendice 6: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

### Apprentissage : Stratégie filière et dispositif d'appui aux paysans

---

1. La stratégie filière du PADEF est ancrée sur le manioc et des GIEC<sup>12</sup>, structures communautaires ayant comme objectif actuel le renouvellement du parc national de boutures saines de manioc. Le programme entend accompagner la mutation des GIEC en véritables organisations de producteurs à la base, capables d'offrir des services à leurs membres pour une production quantitativement et qualitativement supérieure. A côté des filières agricoles retenues (manioc, igname, maïs, banane), le programme organisera l'appui aux membres sélectionnés dans les GIEC ciblés et significativement engagés dans les filières animales : aviculture, élevage ovin/caprin, pisciculture, pêche artisanale.

2. A partir des GIEC, le PADEF appuiera l'émergence d'unions de GIEC à l'échelle des bassins de production qui se présentent comme les espaces les plus pertinents pour regrouper les surplus et attirer les commerçants. 70 unions de bassins devront être mises en place au cours des quatre premières années du programme. Pour cela, le programme compte encourager des centres d'affaires, lieux de rencontre entre les autres acteurs impliqués dans les filières et les unions de producteurs. Ces centres d'affaires, mis au service des producteurs et gérés dans des normes de rentabilité économiques claires pourront s'adosser ou pas à des unités de transformation permettant de capter au profit des producteurs une part de la valeur ajoutée.

3. **Appui à la mise en place des parcs à bois par les GIEC.** La mission a rencontré les membres de quelques GIEC promus par le PRODER 2 et le PRODER 3 pour comprendre le dispositif de leur appui par le programme. L'appui du programme aux GIEC est basé sur l'encadrement des paysans pour la multiplication des boutures saines de manioc. Dans le PRODER 3, l'on distingue les GIEC modèles (ceux qui ont installé au moins 3 hectares) de GIEC ordinaires. Les GIEC modèles reçoivent du programme une subvention de près de 400.000 FCA (équivalent à 800 USD) par hectare de parc à bois installé, tandis que les GIEC ordinaires sont subventionnés à hauteur de 150.000 FCA (équivalent à 300 USD) par hectare. Dans le PRODER 3, aucune distinction n'est faite entre GIEC modèles et GIEC ordinaires ; les subventions du programme pour l'appui à l'installation des parcs à bois s'élève à 75.000 FCA (équivalent à 150 USD) par hectare.

4. Outre la disparité dans les taux de subvention versée aux GIEC, la mission note que le versement de subvention en fonction du nombre d'hectares de parc à bois installés n'est pas une approche rationnelle pour promouvoir l'efficacité des opérations de multiplication des boutures saines de manioc et la durabilité des GIEC en l'absence de l'appui du programme. Dans le PRODER Sud, la plupart de GIEC présente une forte motivation à devenir des GIEC modèles dans le seul but de capter les ressources du programme ; ils ne sont pas en mesure d'entretenir les champs installés sans subvention. La mission recommande que la classification en GIEC modèle ne soit pas basée sur le nombre d'hectares de parc à bois installés et que les paiements de subventions soient basés sur les quantités réelles et la qualité de boutures produites. Les variétés et la qualité de boutures seront spécifiées dans un cahier des charges à convenir entre le programme et les GIEC.

5. La mission a noté aussi une forte concentration des parcs à bois autour de GIEC modèles, avec un nombre élevé d'hectares de champs de multiplication dans leurs sites. Ces sites sont souvent éloignés et peu connus des autres villages où les besoins en boutures saines de manioc sont importants, ce qui rend coûteuses les opérations de transport et de distribution. La mission recommande que le programme adopte une stratégie d'extension des parcs à bois à d'autres villages où de nouveaux GIEC seront installés en vue de rapprocher les sites de multiplication avec les

---

<sup>12</sup> Il s'agira de 1.350 GIEC auxquelles s'ajouteront 100 groupements de pêche. Selon les données disponibles à la fin de 2013, la situation de GIEC déjà installés dans le cadre du PRODER est la suivante : 405 GIEC regroupant 7.200 membres dans la zone du PRODER Sud (Niari, Bouenza, Lekoumou, Kouilu), 310 GIEC réunissant 6.309 membres dans le PRODER 3 (Pool, Sangha) et 80 GIEC/GCMM dans le PRODER Nord.

exploitants agricoles, utilisateurs des boutures.

**6. Le système de multiplication et de distribution de boutures saines de manioc** mis en place dans le cadre des PRODERs est caractérisé par d'importants dysfonctionnements. Il n'existe pas de véritable programmation et ou adéquation entre la période de maturité pour la coupe de boutures et le calendrier d'installation des champs de production de manioc par les ménages agricoles dans les villages environnants. Ceci conduit à des pertes importantes de boutures lorsque celles-ci arrivent à maturité et sont coupées en dehors du calendrier agricole pour la plantation du manioc. Faute d'une synchronisation entre l'offre et la demande des boutures saines, certains parcs à bois deviennent simplement des champs de production de manioc pour les GIEC, ce qui ne justifie pas les investissements consentis par le programme. La mission recommande que l'installation d'un parc à bois dans un site donné soit accompagnée d'une action de sensibilisation des exploitants agricoles dans les villages environnants, ce qui leur permettra de faire la programmation de leurs opérations de plantation sur la base de la disponibilité planifiée des boutures au début du calendrier agricole pour les saisons à venir.

7. La mission a constaté que le manioc récolté dans les parcs à bois, quelques mois après la coupe des boutures, constitue une source importante de revenus pour les GIEC et leurs membres. Cependant, dans le PRODER Sud où 260 hectares de parc à bois ont été installés au niveau des centres d'appui gérés par les chefs de secteurs agricoles<sup>13</sup>, aucun revenu issu de la vente du manioc n'a été déclaré. La facilitation du département de la Niari a manqué d'explication logique sur cette situation, et l'UNGP a soutenu que la récolte du manioc est marginale sur ces parcs à cause de plusieurs coupes de boutures qui y sont réalisées. La mission recommande que cette question fasse l'objet d'une mission conjointe de suivi pour clarifier la situation.

**8. Viabilité des GIEC.** Sur les 1350 GIEC à créer/consolidés par le PADEF, les données cumulées en fin 2013 indiquent que 795 ont été créés dans le cadre du PRODER dont 405 dans le PRODER Sud, 310 dans le PRODER 3 et 80 dans le PRODER 1. Cependant, à la date de cette mission, il n'existe pas de données statistiques sur le nombre de GIEC/GCMM encore opérationnels. Dans le PRODER Sud, il est estimé qu'un tiers (1/3) des GIEC créés ne sont plus en vie, ce qui est un taux de mortalité très élevé reflétant un encadrement inadéquat pour maintenir la motivation et la cohésion du groupe. Etant donné que les GIEC constituent la base du PADEF dans sa stratégie d'appuyer l'émergence de 70 unions de GIEC à l'échelle des bassins de production, il est recommandé que l'UNGP réalise une identification des GIEC encore opérationnels et une évaluation des facteurs qui affectent leur viabilité. Les leçons de cette évaluation pourront être utilisées pour orienter la stratégie du programme dans son appui à la consolidation des GIEC et à la création des organisations faïtières, qui se présentent comme les espaces les plus pertinents pour regrouper les surplus de production et attirer les commerçants.

**9. Conservation / transformation et commercialisation de produits agricoles.** La mission a noté que le programme appuiera l'établissement de centres d'affaires pilotes comme un dispositif pouvant servir d'une part de nœud commercial pour la commercialisation du maïs, de l'igname, de la banane, et d'autre part, de centre de transformation et commercialisation du manioc. Ces centres comprendront un dispositif de stockage et une unité de transformation équipée de machines simple d'utilisation et de maintenance, pour peler, râper, presser sécher et extraire. Deux centres d'affaires, l'un à Mouyondzi dans la Bouenza et l'autre à Gamboma dans les Plateaux. Les petits producteurs organisés au sein des GIEC seront les principaux fournisseurs en matière première. Le produit transformé sera conditionné dans des sacs et seront envoyés par le transport commercial existant dans les dépôts urbains.

10. Etant donné que le PADEF est un programme de développement de filières agricoles, il est très critique que les sites sélectionnés pour l'établissement des centres d'affaires soient non seulement des zones à forte production de manioc mais aussi des zones considérées comme des principaux centres d'approvisionnement des grandes villes où la demande est importante et croissante. Le choix

---

<sup>13</sup> Voir le Rapport annuel du PRODER SUD pour 2013.

de Mouyondzi se justifie par le fait que la Bouenza est le deuxième département du pays en termes de production du manioc (après le Pool) et il constitue le pôle d'approvisionnement de la ville de Pointe Noire.

11. Gamboma est le département du plateau qui se classe au 4ème rang pour la production du manioc dans le pays. L'entreprise NG, qui transformait industriellement le manioc dans ce département et qui signait des contrats d'approvisionnement avec les paysans/producteurs, a souvent connu des problèmes d'arrêt technique par manque de matières premières. Par ailleurs, les variétés de manioc à haut rendement (30 tonnes/ha) diffusées par le PRODER 1 sont actuellement introuvables dans cette partie du pays. Par conséquent et en fonction des potentialités de production autour de Gamboma, la mission propose que le PADEF adopte l'approche de relance des contrats d'approvisionnement avec NG et que le deuxième centre pilote d'affaires soit installé, par exemple, dans le département du Pool, premier producteur du manioc dans le pays avec 27% de la production en 2009. Le département de Pool est aussi proche de la ville de Brazzaville où se concentre le gros de la population du pays et la demande des produits transformés du manioc est de plus en plus croissante.

---